

Février 2025

Passe- partout

Le magazine qui franchit les barrières

DU CORPS
DE FER
D'ESPRIT

ÉDITO

En 2019, le sociologue Jérôme Fourquet alertait sur les divisions qui gangrènent notre société dans son ouvrage *L'archipel français*. Un constat alarmant, toujours d'actualité. Pour conclure nos trois années à l'École de journalisme de Toulouse, nous nous sommes donc intéressés aux barrières qui structurent notre pays et notre monde.

Quelle est l'origine de ces divisions et existe-t-il des solutions ? Notre métier est souvent vu comme un facteur de séparation, exacerbant la « fracture sociale ». Nous avons voulu prouver le contraire, en donnant à voir ce qui est important, à nos yeux. C'est de là qu'est née l'idée de *Passe-Partout*, en cherchant à mettre en avant ce qui rassemble, plutôt que ce qui divise.

Ce magazine, telle une clé magique permettant de déverrouiller n'importe quelle serrure, a pour ambition de vous ouvrir toutes les portes. De dépasser les barrières géographiques qui isolent les territoires, les fractures sociétales qui enferment les gens dans des cases et les limites physiques qui poussent les humains à donner le meilleur d'eux-mêmes.

À travers les mots d'un rabbin investi depuis plus de 40 ans dans le dialogue entre les communautés (p.12), le récit du camp de Rivesaltes, un lieu chargé d'histoire (p.24) ou encore un décryptage de l'ultra-trail, qui passionne de plus en plus de coureurs désireux de se surpasser (p.54), découvrez ce magazine qui franchit les barrières.

Par **Paul Lalevée** et **Romain Sanchez**

ÉQUILIBRE

- p. 6 Ouessant, entre terre et mer
- p. 12 Quand les religions dialoguent
- p. 16 Enquête : endiguer la vague Airbnb



© Hugo Laborde

FERMETURE

- Rivesaltes, entre quatre murs p. 24
- Fracture numérique et générationnelle p. 30
- Le handicap du métro parisien p. 34
- L'espace Schengen menacé ? p. 37



© Lino Prestimonaco

DÉPASSEMENT

- p. 44 Réfugié afghan et reporter chez TF1
- p. 47 Les failles du barrage républicain
- p. 50 Le canal de la démesure
- p. 54 Ultra-trail : au bout de l'effort
- p. 60 De la prison à la rédemption



© Hamed Rassoli

LES PASSE-PARTOUT

- TikTok : l'œil derrière nos écrans p. 15
- Le jean, du Far West à l'Assemblée p. 41
- Gardien de musée, accès VIP p. 62



ÉQUILIBRE

Insulaires, religieux, modérateurs de contenu, élus... À leur façon, ils maintiennent une stabilité dans un environnement agité et conflictuel.





OUESSANT

L'ÎLE AU BOUT DU MONDE

La mer en frontière naturelle, l'île la plus à l'ouest de la France métropolitaine a besoin du continent pour faire venir des denrées alimentaires, du fioul pour l'énergie et pour la maintenance de la télécommunication. Depuis les années 2010, la municipalité d'Ouessant a lancé deux projets pour tenter de tendre vers l'autosuffisance.

Texte et photos : Hugo Laborde

Le soleil se lève sur une mer d'Iroise placide, en ce début novembre. Au départ de Brest vers 8 heures du matin, la traversée vers Ouessant s'annonce sans encombre. Accessible par voie maritime ou aérienne, l'île d'une superficie de 1 558 hectares, soit sept fois plus petite que Paris, est située à 25 kilomètres des premières terres continentales dont elle dépend pour la plupart des services. Denrées alimentaires, énergie, télécommunication... La mairie a lancé dans les années 2010, deux projets pour essayer de dynamiser le bourg de 830 âmes. Le ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Mer a fixé des objectifs à long terme à Molène, Sein et Ouessant, dans un rapport publié en 2016. « *Le but est de tendre à l'autonomie énergétique et aboutir en 2030 à une 'décarbonation' et une consommation à partir d'une production au plus proche des 100 % d'énergie renouvelable.* » Fin 2024, où en est l'île d'Ouessant ?

Elle est située « *au bout du monde* » et les Finistériens s'amuse à dire que c'est « *la dernière terre avant New York* ». 1 h 15 de bateau la sépare de la métropole (2 h 30 depuis Brest). Chaque jour, près de 200 personnes font l'aller-retour au gré des marées capricieuses. « *Le bateau ne prend pas le départ quand il y a de grosses tempêtes, comme Ciaran. Mais ça n'arrive pas souvent. Une ou deux fois par an, tout au plus* », apprend Sébastien, marin au sein de la compagnie Penn ar Bed (Finistère, en breton, NDLR).

Touristes et locaux se confondent au sein du Fromveur II, nom du navire passager. Ils peuvent apprécier, sur le trajet, la vue des côtes finistériennes, le phare du Petit-Minou en point d'orgue. « *C'est mon plaisir du week-end. C'est une belle balade, magnifique. Même quand il y a de la houle, et quand ça tape, j'apprécie* », témoigne Ronan, quinquagénaire qui possède une maison secondaire sur l'île.

Après des haltes au Conquet, sur la côte, et sur l'île de Molène, la destination finale est en vue. Au moment de retrouver la terre ferme, les visiteurs sont accueillis par les pêcheurs de sars et de dorades. Denis Palluel, maire d'Ouessant, au volant de sa fourgonnette blanche, est garé en contrebas. Sur le trajet pour arriver à la mairie, située de l'autre côté de l'île, l'élu salue toutes les autres voitures. Là-bas, il se livre sur sa politique. Il souhaite lutter pour que « *l'île ne devienne pas seulement un lieu de villégiature* ».

Pour ce faire, il a d'abord lancé un appel à candidature pour trouver des agriculteurs disparus au compte-gouttes à partir des années 1970. « *Imaginez, il y a un siècle, c'était couvert d'agriculteurs. Le moindre mètre carré était cultivé, avec des milliers de moutons, rembobinait-il. On a voulu que la commune relance les activités agricoles. Ça a permis l'installation, ces dernières années, de trois exploitations : deux en élevage et un maraîcher.* » Ce dernier, c'est Vincent Pichon. Cet ancien marin pêcheur de 55 ans possède également une exploitation sur l'île voisine de Molène. « *C'est quelqu'un qui a été pêcheur, qui a une grosse expérience dans pas mal de domaines. Et je pense que c'est typiquement une personne qui peut travailler sur une île avec toute sa complexité* », justifie Denis Palluel.

Installé depuis 2018 dans la cour désaffectée de l'ancienne école d'Ouessant, le maraîcher a trouvé refuge sur les hauteurs de l'île, au beau milieu du bourg. Il peut apprécier une vue directe sur les eaux translucides de la mer d'Iroise. Sur ce site, Vincent Pichon possède trois serres, conçues de

« LE COÛT DE LA VIE ICI EST BEAUCOUP PLUS ÉLEVÉ QUE SUR LE CONTINENT »

toutes pièces, pour se prémunir des vents violents qui s'abattent fréquemment sur l'île. Entre choux et salades, le maraîcher se délecte à faire visiter son exploitation. « *On a des avantages et des inconvénients. Les atouts, c'est qu'on a très rarement du gel. On peut souvent produire du légume en saison. Le vent, c'est le problème. Mais, ceux qui cultivent sur le littoral ont cette même contrainte* », tempère Vincent Pichon, les mains noircies par la terre. Depuis son arrivée, et celle de deux autres agriculteurs, les Ouessantins ont remarqué un nouveau dynamisme bienvenu. « *Avant, il n'y avait pas de marché, précise Armel, habitant de l'île. Maintenant, c'est tous les samedis en été. On peut enfin avoir de bons légumes.* » L'île dispose de trois épiceries, toutes dans un rayon de 500 mètres aux alentours de l'église, place forte d'Ouessant. Leurs marchandises arrivent tout droit de la métropole. « *Le coût de la vie ici est quand même beaucoup plus élevé que sur le continent. Donc il y a des gens qui complètent en allant faire leurs courses au Conquet (situé sur la côte, NDLR)* », lance Denis Palluel, conscient que son maraîcher ne peut pas subvenir aux besoins alimentaires de toute son île. « *Ce n'est pas avec ça qu'on va nourrir notre territoire. Loin de là ! Mais ça y contribue, convient-il. Donc tout ce qui n'est pas importé, c'est très bien.* »

« Un très mauvais signal pour la filière hydrolienne »

L'électricité, elle, est produite sur place. Ouessant dispose d'une centrale thermique, que l'on peut apercevoir derrière la salle des sports de l'île. Le fioul qui sert à son usage est directement importé du continent. La municipalité a à cœur de le substituer, à terme, par les énergies vertes. La mairie d'Ouessant a lancé le projet « Phares » en 2016, censé décarboner la production d'énergie. Avec la pose de panneaux photovoltaïques, d'un champ d'éoliennes et la mise en place d'une hydrolienne, nommée D10. Mais cette politique a son lot de contestataires. Jean-Jacques Quinquis, adhérent du collectif Vent de bout, en fait partie. L'ingénieur retraité pense que la

Au cours de la traversée, le phare
du Petit-Minou attire le regard des
passagers.



Denis Palluel, maire d'Ouessant,
à quelques pas de l'hôtel de ville
qui a vue directe sur la mer d'Iroise.



La baie d'Ouessant.



Vincent Pichon, le maraîcher, dans la cour désaffectée de l'ancienne école.



Depuis le 5 novembre 2015, l'hydrolienne, nommée D10, est raccordée au réseau électrique Enedis. © PhotoPQR/Ouest-France



Les friches ouessantines à perte de vue.

seule solution pour décarboner serait de relier l'île au continent par câble. Une idée qu'il juge cinq fois moins polluante que de faire tourner une centrale thermique. « *Il est totalement impossible de fermer la centrale avec uniquement des énergies renouvelables, parce qu'elles sont intermittentes*, lance l'opposant. *Le solaire ne fonctionne pas la nuit, comme l'éolien quand il n'y a pas de vent. Et l'hydrolienne, elle s'arrête quatre fois par jour, quand le courant change de sens.* »

En 2015, cette dernière a été placée dans le Fromveur, l'un des courants les plus puissants d'Europe. Invisible depuis la surface, elle est située à près de 60 mètres sous la mer. « *On a été contactés par la société Sabella qui a voulu mettre une machine expérimentale* », précise l'édile. Problème, la société a été placée en liquidation judiciaire le 19 janvier 2024, soit neuf ans après la mise à l'eau de la première hydrolienne rattachée au réseau électrique français. « *Il y a eu une menace, l'hydrolienne aurait pu être remontée. Mais on ne voulait surtout pas. Ça peut directement nous aider à résoudre une partie du problème de l'énergie sur l'île* », poursuit celui qui est aussi conseiller à la Région Bretagne délégué aux îles. Début octobre, la société Inyanga Marine Energy Group a pris le relais, et l'hydrolienne a pu rester en mer. « *Elle fonctionne et injecte de l'électricité sur le réseau d'Ouessant. Ça aurait été vraiment un très mauvais signal pour la filière hydrolienne* », lance Diane Dhomé, cheffe de projet chez Inyanga et ex-salariée de Sabella. L'objectif du repreneur est de faire tourner l'hydrolienne « *le plus longtemps possible pour injecter de l'électricité propre à Ouessant en remplacement du fioul* ». L'entreprise étudie d'autres projets sur l'île avec une technologie différente. « *Notre modèle économique est beaucoup plus viable que celui de Sabella.* »

« Le faisceau hertzien était le meilleur compromis »

« *Au début, comme tout le monde, je trouvais que cette machine était une bonne idée*, commente quant à lui Jean-Jacques Quinquis. *Le problème, c'est que comme ça ne marche pas très bien, il y a eu une espèce d'omerta.* » Inyanga n'a pas souhaité communiquer de chiffres sur la production réelle de l'hydrolienne ni sur le montant du rachat. « *Sur l'année, on estime que ça peut couvrir, pour l'instant, 15 % de nos besoins* », convient le maire d'Ouessant. En septembre 2023, l'élu a annoncé au Télégramme la fin du projet « Phares », mais pas de la dynamique engagée.

Entre friches à perte de vue, dizaines de cyclistes et voitures d'un autre temps, l'île finistérienne semble

« SUR L'ANNÉE, ON ESTIME QUE ÇA PEUT COUVRIR 15 % DE NOS BESOINS »

coupée du monde. Elle fait d'ailleurs partie des 10 % de foyers non reliés à la fibre optique en France, d'après l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse, en juin 2024. « *Normalement, ça sera en 2025* », promet le maire. Concernant le réseau téléphonique, « *Ouessant dispose d'un central sur l'île à partir duquel on alimente, en ADSL, en téléphonie l'ensemble des habitations de l'île* », explique Damien de Kerhor, délégué Orange à la région Bretagne. Pour des questions d'énergie, on peut apercevoir des panneaux photovoltaïques installés sur le central « *pour tirer le moins possible sur le réseau électrique. On a également une antenne mobile qui permet de couvrir l'île et les environs en réseau mobile 4G.* » Le meilleur choix possible, selon le délégué d'Orange.

D'autres îles, comme Groix ou Belle-Île-en-Mer, utilisent des câbles sous-marins reliés au continent. Difficile de les mettre en place à Ouessant et pas forcément plus performants d'après Damien de Kerhor. « *Les câbles sous-marins dans les fonds de la mer d'Iroise, ce n'est pas simple. Jusqu'à présent, compte tenu du trafic qui est généré par les habitants et les occupants de l'île, le faisceau hertzien était un meilleur compromis* », lance-t-il. Quelles sont les contraintes à fournir une île comme Ouessant ? « *L'environnement salin, répond-il du tac au tac. Le matériel électronique demande un suivi et un entretien particulier puisqu'il n'est pas très favorable à ce milieu. Il y a également la contrainte de l'éloignement parce qu'il faut se rendre sur place lorsqu'il y a des pannes.* »

Une vie insulaire rythmée par les marées et les aller-retours journaliers avec le continent, dont le départ a lieu à 16 h 30. L'heure a sonné de retrouver la métropole. Seul un taxi est disponible sur l'île, rendant la marche obligatoire pour aller au port. À la hâte, les derniers passagers rejoignent le navire qui s'apprête à prendre la mer. Un obstacle qui demeure inamovible pour les Ouessantins. ●

« JE N'AIME PAS CE MOT, **BARRIÈRE** »

Michel Serfaty est le rabbin de Ris-Orangis (Essonne) depuis 40 ans. Il organise des rencontres entre les communautés juives et musulmanes avec l'imam de la ville, Mouloud El Ouasia, depuis plus de 15 ans.

Propos recueillis et photos : Paul Lalevée



Michel Serfaty devant le rideau de l'Arche sainte, qui dissimule les rouleaux de la Torah.

Quelles sont les raisons du rapprochement avec l'imam et le lancement des portes ouvertes ?

Ce rapprochement tient ses origines dans les relations que nous avons avec la communauté musulmane de Ris-Orangis depuis les années 1990. À partir de 2000, la Seconde Intifada et le développement brutal de l'antisémitisme en France ont été un nouveau point de départ. Le premier acte antisémite brutal s'était manifesté par l'incendie de la synagogue de Trappes en 2002. Après cela, beaucoup d'activités ont suivi, ici, entre la communauté musulmane et juive,

pour affirmer la solidarité qui était née entre nous depuis déjà des années. En 2004, j'ai fondé l'association de l'amitié judéo-musulmane de France. En 2005, un nouvel imam, l'imam El Ouasia, est arrivé à Ris-Orangis, et à l'époque, les fidèles se réunissaient dans le local de l'association des pêcheurs pour leur prière quotidienne. Quand je l'ai rencontré, il m'a raconté les désagréments qu'il vivait quand il allait à la prière dans ce local. J'ai réagi en lui disant qu'un local était libre à côté de la synagogue. Nous avons échangé avec le maire, qui était surpris de mon intervention. Il m'avait demandé

« Vous n'avez pas peur ? », j'ai rigolé et je lui ai dit « Je préfère avoir nos concitoyens musulmans à côté de moi que de les avoir en périphérie de la ville, et rater la chance de les rapprocher de nous. » C'est ainsi que notre amitié s'est lancée.

Vous avez organisé cette année la 16e édition des week-ends portes ouvertes synagogue-mosquée. Quel était son objectif et a-t-il changé depuis ?

L'idée consistait à inciter les juifs et les musulmans à se rencontrer pendant un week-end de l'année, en novembre, en fonction du calendrier hébraïque. Le vendredi, les juifs rendent visite à leurs voisins musulmans, le lendemain les musulmans rendent visite à la synagogue voisine, et le dimanche, les juifs et musulmans organisent un événement festif, artistique, sportif... Et guerre ou pas guerre, nous avons décidé, ensemble, de les maintenir.

La guerre à Gaza a forcément eu un impact sur vos relations interreligieuses. Comment l'avez-vous vécu et ressenti ?

La guerre d'Israël contre les Palestiniens à partir du 7 octobre 2023 a été une source de remise en question des relations entre juifs et musulmans, pas seulement en France mais à travers le monde entier. Nous avons résisté aux effets de ce conflit. On aurait pu s'attendre à ce que les relations soient refroidies, mais c'était tellement enraciné dans notre psychologie et dans notre quotidien qu'il n'a pas été étonnant pour moi, que, dès le 8 octobre, l'imam et une délégation soient venus à la synagogue. Certains sanglotaient et d'autres disaient : « *le Hamas n'est pas seulement votre ennemi, il est aussi le nôtre.* » À partir de là, ensemble, nous avons décidé d'organiser une première manifestation, dès le 15 octobre, où la synagogue a accueilli plus de 200 personnes, juifs, musulmans, chrétiens et politiques, pour affirmer notre solidarité et dénoncer la mort des innocents. Sans prendre parti ni pour Israël ni pour le Hamas. Aussitôt, nous avons évoqué la tenue du week-end portes ouvertes de novembre. Ensemble, nous avons décidé de le maintenir, quelles que soient les pressions que l'imam pouvait subir.

« GUERRE OU PAS, NOUS AVONS DÉCIDÉ DE LES MAINTENIR »

Avez-vous eu peur, à un moment, que cette relation se brise à cause des récents événements ?

Je dois dire que nous avons vécu depuis le 7 octobre une situation inédite pour nous juifs, et à n'en pas douter, tout aussi inédite pour les musulmans. Depuis ce jour, nous restons accrochés jour et nuit à nos téléphones pour avoir des nouvelles. Dans le monde entier, nous vivons une espèce d'éveil brutal de la haine du juif. Comment, brutalement, sommes-nous devenus objets de tant de haine de la part de millions de musulmans à travers le monde ? Dans beaucoup d'endroits, de véritables ruptures des relations entre les communautés juives et leurs institutions d'un côté, et les communautés musulmanes et leurs institutions de l'autre. Je n'ignore pas qu'au sein de la communauté musulmane, un certain nombre de musulmans se sont radicalisés ou ont critiqué l'imam El Ouasia. Certains ont d'ailleurs pris leurs distances par rapport à notre communauté. Le courage de l'imam s'est manifesté dès le lendemain du début de la guerre par l'acceptation mutuelle de répondre à toutes les sollicitations des médias. Cela a permis de montrer que, lorsque nous, juifs et musulmans, avons en commun des dizaines d'années de relations, de visites, de rencontres quotidiennes, nous pouvons résister à toutes les tentatives de briser ce lien.

Avez-vous le sentiment de casser des barrières avec les événements que vous organisez avec l'imam El Ouasia ?

Je n'aime pas ce mot : barrière. L'utiliser suppose que pendant des siècles, les religions étaient confinées et n'avaient aucune relation. Je continue de penser que les religions n'ont jamais bâti de réelles barrières entre elles. Elles se sont combattues pendant la guerre de Trente Ans, la Saint-Barthélémy... Nous connaissons l'histoire de la persécution des juifs par les chrétiens

pendant des siècles. Du fait intérieur de ma vie religieuse, rien ne me permet de penser que ma religion a établi des limites et des barrières que je ne dois pas franchir dans mes relations avec les chrétiens ou avec les musulmans.

Comment cela se concrétise dans vos actions ?

Nous avons organisé 16 tours de France, à chaque fois pendant deux mois. La première année, nous étions à Nice dans un quartier sensible. On s'est retrouvé, un vendredi, dans une grande salle de la maison de quartier, avec une immense majorité de femmes. Certaines voilées, d'autres non, certaines avec un décolleté. Et nous avons passé un moment délicieux.

« DEPUIS 2000, LE NOMBRE D'ACTES ANTISÉMITES N'A FAIT QUE PROGRESSER »

J'ai dû partir, mais je leur ai quand même donné un conseil. Je leur ai dit : « *Vous les mamans, lorsque vous donnez le meilleur de vous-mêmes à vos bébés, à savoir votre lait maternel, dites aux bébés tu aimeras le juif, le chrétien, le musulman, le blanc, le jaune, le noir. Faites lui entendre l'amour de l'autre.* » Nous sommes revenus dans ce quartier chaque année pendant 16 ans. La huitième, j'ai retrouvé une dame, avec un petit garçon. Elle m'a dit : « *Monsieur le rabbin, bénissez mon garçon.* » Je l'ai donc fait. Puis elle s'est adressée à moi et m'a dit : « *Ce garçon était dans mon sein il y a 8 ans, lorsque vous êtes venu nous rendre visite. Et votre message, je lui ai inculqué toute son enfance. Il me tenait à coeur de vous le présenter, je l'ai élevé dans l'amour de l'autre.* »

Quel bilan faites-vous de ces initiatives ?

Depuis 2000, le nombre d'actes antisémites n'a fait que progresser. Nous vivons donc dans une réalité sociale où les faits et les agressions antisémites sont le quotidien. Mais ici, à Ris-Orangis, rien. C'est à dire qu'il y a quelque chose de bon dans notre relation. Un îlot gaulois, peut-être pas unique en France. En tout cas, nous avons su éviter d'exacerber les positions radicales de certains membres des communautés juives, musulmanes et chrétiennes. ●



L'imam Mouloud El Ouasia (à gauche) et le rabbin Michel Serfaty, dans la synagogue de Ris-Orangis.

SENTINELLE DU WEB

Les modérateurs de contenus constituent une barrière morale pour les réseaux sociaux et leurs utilisateurs. Un rôle essentiel dans cet écosystème virtuel.

Texte : **Emma Le Fortier**

Les yeux fixés sur son ordinateur, Chloé Lardière était attentive à chaque geste, chaque détail des vidéos qu'elle regardait. Insultes ? Harcèlement ? Racisme ? Elle devait catégoriser les signalements établis par les internautes de TikTok en fonction de la réglementation du réseau social. Basée à Lisbonne, la jeune femme de 29 ans a travaillé pour un sous-traitant en charge de la modération des contenus de l'application pendant un an.

Chloé Lardière s'est occupée du marché français, qui comptabilise plus de 17 millions d'utilisateurs, avant de quitter son poste. Elle suit désormais une formation de consultante marketing pour Facebook. « *Je traitais soit des vidéos en live, soit des espaces commentaires, soit je contrôlais l'âge des utilisateurs* », liste l'ancienne modératrice, qui précise que les contenus devaient passer devant trois personnes avant d'être bannis. Sa mission : faire le tri pour éliminer ce qui ne rentrait pas dans la réglementation TikTok du moment. Cette dernière, qui évolue régulièrement, contenait quelques protocoles surprenants. « *Attention à ce que tu vas entendre, c'est assez hallucinant* », prévient Chloé Lardière lors de notre entretien. Elle explique par exemple que si une femme avait un décolleté dans une vidéo, elle devait utiliser une « grille » pour calculer la quantité de peau apparente sur l'ensemble de sa poitrine. Un critère qui désavantageait certaines personnes, soupire-t-elle. Mais d'autres réglementations étaient plus en accord avec ses valeurs personnelles et donnaient plus de sens à son travail.

« Business is business »

« *Parfois, il y a des choses qui étaient tellement outrageantes, comme le fait de dire à quelqu'un d'aller se faire violer, de proposer à des gens d'aller se suicider, des propos haineux, de la misogynie, et même de la nudité.* » Parmi les



© Chloé Lardière

signalements les plus courants, la jeune femme recense de nombreuses insultes, des cas de racisme, homophobie ou encore « *d'activités sexuelles* ». Des infractions qu'elle participait à supprimer de la plateforme... avant que leurs auteurs ne réitèrent. « *Ce qu'on m'a dit dans les premiers jours de ma formation, c'est que c'est "business is business" sur TikTok, se remémore Chloé Lardière. En fait, ils ne vont jamais bannir quelqu'un à vie, sinon ils perdraient de l'argent. C'est assez hypocrite.* » La Lisboète voyait les mêmes personnes être exclues du réseau social pendant une courte période, puis revenir dans le fil de ses signalements. « *Ça me rendait dingue.* » Elle ne garde pas un excellent souvenir de cette partie de sa vie professionnelle.

« *À un moment, je ne pouvais plus entendre un son ou une vidéo arriver dans mes oreilles. J'avais envie de casser l'ordinateur.* » Les insultes à longueur de journée, le manque de contact social, les horaires décalés ont participé à lui faire quitter la modération de contenu début 2025. Chloé Lardière évoque une activité « *zombifiante* », dans laquelle ses collègues restaient en moyenne de six à huit mois. « *J'ai vu des gens qui sont restés deux ou trois ans. J'étais choquée.* » Un métier qui brasse autant les commentaires que les salariés. ●

35

AIRBNB

DEHORS

GRAFFITI ON DOOR:
STACKS
ARS ★
OLAV
NO PROB

Ai BNB

GRAFFITI ON PIPE

E HORS

FDI
SIAMO AL BAR

ENQUÊTE

LE TSUNAMI DES « AIRBNB » INONDE LE MARCHÉ DE LA LOCATION

L'exécutif a promulgué le 19 novembre une loi visant à limiter la prolifération des meublés de tourisme. En dix ans, leur nombre a explosé, passant de 80 000 à plus d'1,2 million, engendrant de profondes transformations dans bon nombre de territoires.

Texte : Lino Prestimonaco

Alix, 23 ans, n'en a pas cru ses yeux quand elle a cherché à se loger en Haute-Corse après l'obtention de son premier contrat en tant que géologue. « *J'avais trouvé un appartement de 30 mètres carrés. On m'a dit que je devais le quitter en mai pour le laisser aux touristes l'été* », assure la jeune femme. Le studio, situé dans le village de Santa-Lucia-di-Moriani, à peine 1 500 habitants, passait de 520 euros par mois à l'année à 520 euros... par semaine en été. Le propriétaire préfère mettre son bien sur le marché de la location touristique, bien plus lucratif. Sur l'île de Beauté, qui conjugue une croissance démographique trois fois plus élevée que la moyenne nationale et un afflux massif de touristes lors de la saison estivale, le problème est majeur. La Corse fait d'ailleurs partie des zones identifiées par le ministère du Logement comme « tendues » pour la location. Parmi elles, on retrouve surtout de grandes métropoles, mais aussi le littoral atlantique et méditerranéen et les régions alpines.



À Biarritz et ses alentours, le prix des loyers est désormais encadré. © Lino Prestimonaco

Dans la station balnéaire de Lège-Cap-Ferret, sur le Bassin d'Arcachon, la situation est d'autant plus préoccupante. « *On n'a plus un seul logement à louer... pas un... En revanche, on a près de 2 000 locations courte durée* », s'exaspère Jean-Paul Lebas, du Collectif national des habitants permanents (CNHP), qui recense les locations de meublés de tourisme (nom d'usage pour les logements loués brièvement de type Airbnb, NDLR). Le manque de logements disponibles à la location longue durée se répercute directement sur l'économie locale. Dans la commune, où il y a beaucoup d'emplois, certains actifs sont même obligés de s'installer à 20, 30, voire 40 kilomètres de leur lieu de travail.

Ainsi, pour les entreprises, attirer de la main-d'œuvre s'avère particulièrement ardu. C'est le cas de la société de José Dos Santos, dans le secteur du bâtiment à Lège-Cap-Ferret. « *On est en sous-effectif depuis une bonne quinzaine d'années, explique l'artisan qui emploie cinq salariés. J'ai même songé à acheter un bien pour loger mes employés* ». Si la plupart de ses salariés vivent dans les environs, le manque cruel de logements pousse les apprentis qu'il a formés à quitter la région. « *Aujourd'hui, je refuse du travail parce que je n'ai pas la capacité de répondre à la demande* », regrette José Dos Santos. L'entrepreneur remarque que la situation profite à des entreprises basées à Bordeaux, à 71 kilomètres de là. « *Elles préfèrent venir travailler au Cap-Ferret, car même s'il y a de la route, il n'y a pas de problème pour loger leurs salariés* ». Le natif de la commune constate avec effarement la mutation commerciale de la ville, pourtant dynamique sur le plan touristique. « *Il n'y a plus de boucheries mais beaucoup d'agences immobilières et d'agences de vélo* », observe-t-il. Lège-Cap-Ferret comptait 5 000 habitants au début des années 1980, elle en compte aujourd'hui plus de 8 000. Pourtant, José Dos Santos assure que deux écoles ont fermé sur son territoire. « *Le Cap-Ferret va devenir un*

Ehpad, de Pâques à octobre, vous allez avoir du monde. Le reste de l'année, on a beaucoup de retraités avec des pensions confortables qui ont acheté des résidences secondaires. »

Une loi inspirée de mesures locales

Face à la situation qui s'étend partout en France, la réponse législative s'est fait attendre mais a fini par arriver. Portée par les députés Annaïg Le Meur (Renaissance) et Iñaki Echaniz (PS), la loi de régulation des meublés de tourisme a été promulguée le 19 novembre, après son adoption à 168 voix pour et 54 contre. Elle donne des outils aux communes pour leur permettre d'encadrer l'implantation de logements type Airbnb, comme l'instauration de quotas dans certains quartiers.

La mesure, déjà appliquée par la municipalité de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), a permis de passer de 1 200 meublés de courte durée à 400 aujourd'hui selon les chiffres cités par le CNHP. Au-delà des mesures qui pourront être appliquées localement, la loi a permis une réduction d'une fiscalité, auparavant particulièrement avantageuse pour les propriétaires de meublés de tourisme. Ces derniers obtenaient un abattement fiscal de 71 % pour les biens classés et de 50 % pour les non classés. Désormais, il est abaissé à 50 % et à 30 % pour les non classés, des seuils encore en deçà de ceux qui concernent la longue durée. Elle s'attaque également à la durée de location maximum qui passe de 120 à 90 jours et aux passoires thermiques.

Pour équilibrer l'offre de logement dans les zones tendues, la loi prévoit dorénavant une compensation. En clair, lorsqu'un propriétaire souhaite transformer un logement en meublé touristique, il doit contrebalancer

en créant un autre logement équivalent, souvent en transformant un local commercial en habitation. Cette mesure, déjà existante dans plusieurs territoires, principalement des métropoles, est rendue plus généralisable, y compris dans des zones non tendues. Ce mécanisme semble avoir fait ses preuves dans la communauté d'agglomération du Pays Basque depuis

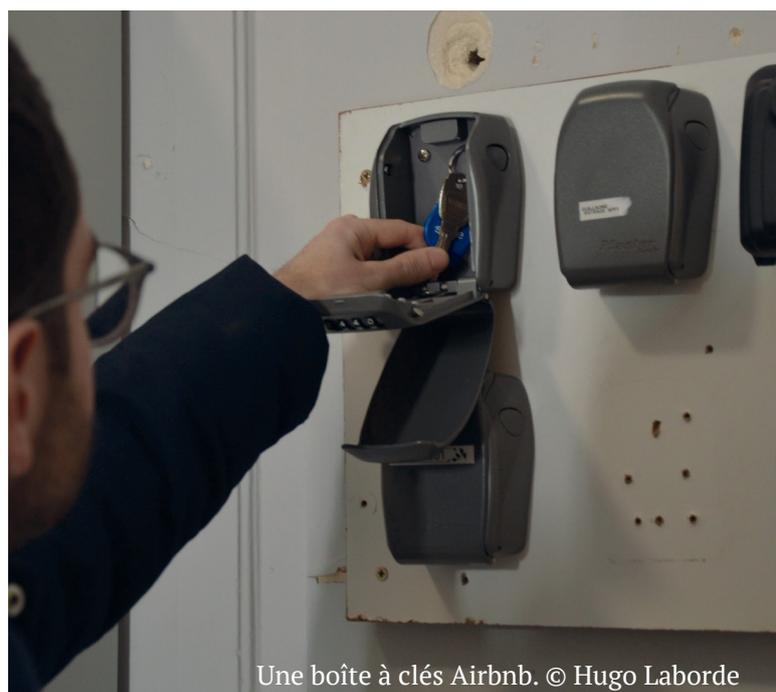
« J'AI SONGÉ À ACHETER UN BIEN POUR LOGER MES EMPLOYÉS »

son entrée en vigueur début 2023. « Ça a stoppé l'hémorragie au bout d'un an et demi », confirme Xebax Christy, de l'association Alda, à l'initiative du règlement local et qui a été consultée pour travailler sur la nouvelle loi nationale. Entre 2020 et 2023, 9 600 autorisations de changement d'usage, pour transformer des biens en logements type Airbnb, ont été distribuées. « Aujourd'hui, ça se compte sur les doigts d'une main ou des deux mains », ajoute le bénévole. Il faut dire que le territoire, qui attire chaque année 19 millions de touristes, connaît une croissance démographique importante, l'obligeant à artificialiser ses sols « pour produire 2 680 logements par an », détaillait un tract destiné aux élus, au moment d'une campagne de sensibilisation sur le sujet en 2022.

Toutes les autorisations d'usages accordées avant l'entrée en vigueur du dispositif vont basculer sous le règlement de la compensation à partir de 2026. « La plupart des propriétaires ne pourront pas la renouveler. L'enjeu est de faire revenir ces logements sur le marché de la location à l'année », se réjouit Xebax Christy, qui estime qu'entre 4 000 et 5 000 logements au Pays Basque pourraient revenir sur le marché. « Je pense que ça va être inefficace. Les gens ne vont pas vouloir louer au prix du marché et ça va rester inoccupé », estime de son côté Valérie qui possède un appartement classé en bord de mer à Biarritz.

Complément de revenus

La nouvelle loi laisse un goût amer à de nombreux propriétaires de meublés de tourisme interrogés. « Pour les deux tiers des gens qui font de la location, les revenus permettent de payer les charges courantes, affirme Philippe, qui possède un appartement en location courte durée et de cinq autres à l'année dans le Var, on tape encore sur les gens qui sont déjà noyés par les emprunts, les impôts et les crédits. » Contrairement aux détenteurs de logements en longue durée, ceux des meublés de tourisme doivent en effet s'acquitter de la taxe d'habitation et de la cotisation foncière des



Une boîte à clés Airbnb. © Hugo Laborde

entreprises (CFE) et ne bénéficient pas non plus des aides de l'État à la rénovation énergétique. Philippe, qui s'est lancé dans ce business pour « arrondir les fins de mois », travaille toujours comme salarié mais aimerait à présent pouvoir vivre de ses locations.

Certains propriétaires comme Nathalie, mettent un logement en location sur les plateformes afin de toucher un complément de revenus pour financer un projet. La mère de famille en invalidité ne peut pas travailler. Elle a donc aménagé avec son mari le garage de leur maison en Airbnb, près du village touristique de Giverny (Eure). « *L'objectif de notre location est juste de s'en sortir financièrement, car depuis septembre notre fils est parti faire de études supérieures en province* », explique Nathalie, qui affirme avoir du « *mal à joindre les deux bouts* ». Avec cette révision de l'abattement à 30 % pour son bien non-classé, elle craint que son fils ne bénéficie plus des bourses, donc des repas à un euro du Crous et de la gratuité des frais de scolarité.

Chantal, professionnelle de la location touristique dans le Languedoc, craint de devoir quitter son statut d'auto-entrepreneuse à cause de la hausse de la fiscalité prévue dans la loi. Cette ancienne comptable loue deux biens classés au Cap d'Agde et dans le village de Colombiers, dans l'Hérault. « *On en est venus à louer notre logement*

« À COLOMBIERS, IL N'Y A PAS D'HÔTEL, J'AI FAIT CONNAÎTRE CE VILLAGE À DES BRÉSILIENS ET DES ARGENTINS »

principal quand l'entreprise de mon mari s'est retrouvée en liquidation. C'était, au départ, dans le but de ne pas perdre notre maison pour des raisons financières », se souvient la propriétaire. Elle dit être consciente des problématiques du marché de la location longue durée et estime qu'il est nécessaire de légiférer, en particulier dans les villes. « *J'aimerais qu'ils régulent les non-professionnels* », persiste-t-elle. Si la prolifération des meublés de tourisme, boostée par des plateformes comme Airbnb ou Booking peut être perçue comme un



Des associations de riverains devant le siège d'Airbnb à Paris en 2021. © PHOTOPQR/LP/Ph Lavielle/MAXPPP



Les tags Airbnb se multiplient, comme ici sur la plage de Capbreton (Landes). © Lino Prestimonaco

méfait pour l'économie des territoires, les propriétaires interrogés ont, eux, la sensation d'y contribuer. « À Colombiers, il n'y a pas d'hôtel, j'ai fait connaître ce village à des Brésiliens et des Argentins, se défend Chantal, les restaurateurs locaux sont plutôt reconnaissants, je pense toujours à distribuer leurs cartes à mes hôtes. » Pour Philippe, dans le Var, la location courte durée n'est pas qu'une affaire de tourisme. « Avec l'Arsenal (port militaire de Toulon NDLR), on attire aussi des travailleurs dans nos locations !, constate-t-il, avant d'ajouter, Airbnb n'est pas un hôtel, les clients viennent chercher une autre prestation. Tout le monde n'a pas les moyens de manger au restaurant des hôtels. »

Accompagner les élus locaux

Alors qu'ils étaient 80 000 en 2014, 1,2 million de meublés de tourisme ont désormais pris la place de logements classiques destinés à l'habitat permanent, selon les chiffres cités par Annaïg Le Meur, rapporteuse du projet de loi de régulation. Mais alors, quelle est la position de Airbnb, principale plateforme visée par cette nouvelle loi ? Invité de *Franceinfo*, le 18 novembre, Clément Eulry, directeur général de Airbnb pour la France et la Belgique, dénonçait la limitation de 120 à 90 jours de location pour les résidences secondaires, une des mesures phares de la nouvelle loi. « Cette mesure n'a qu'un impact négatif sur le pouvoir d'achat, sur la capacité d'accueil touristique, sur l'économie locale et sur la génération de taxe de séjour pour la commune », détaillait-il. Ce point précis de la loi est par ailleurs appliqué depuis le 1^{er} janvier à Paris. La capitale comptait en septembre 45,7 logements Airbnb pour 1 000 habitants, selon les données du site indépendant

Inside Airbnb, la plaçant au deuxième rang européen derrière Lisbonne. Pourtant, le géant américain se montre collaboratif avec les élus locaux sur le sujet. Toujours au micro de *Franceinfo*, Clément Eulry a annoncé le lancement d'un portail d'informations à destination des élus locaux. « Ce sont des données, auparavant destinées aux zones tendues et désormais accessibles à toutes les communes », précise Airbnb, joint par *Passe-Partout*. « L'idée est de travailler conjointement avec les élus locaux à des quotas par quartiers. On souhaite les accompagner dans leur prise de décision », ajoute la multinationale, qui nous précise que la loi ne devrait pas avoir « d'impact business, 92 % des locations étant occasionnelles ».

Cette annonce du patron de Airbnb de coopérer pour résoudre la crise du logement ne semble pas convaincre Jean-Paul Lebas du CNHP. « Comme les autres plateformes, elle n'aide pas vraiment les communes. Airbnb a une puissance colossale avec un lobbying extrêmement efficace auprès du grand public et des loueurs », souligne-t-il. « Ils font croire qu'ils aident des petits proprios à avoir des compléments de revenu, ajoute Xebax Christy d'Alda, qui a pu avoir des échanges avec des représentants de l'entreprise. La réalité, c'est qu'ils ne sont pas là pour avoir des compléments de revenu, mais pour faire de l'investissement ! » Si l'efficacité des mesures pour lutter contre le fléau que représentent les meublés de tourisme sur le parc locatif se vérifiera dans les prochains mois, la location courte durée reste encore avantagée, selon Iñaki Echaniz. Il suggère à présent d'inverser la tendance pour favoriser la location pérenne. Un constat partagé par Jean-Paul Lebas : « C'est la fiscalité sur les longues durées qui est dissuasive, pour résoudre la crise du logement permanent, il faut probablement une incitation fiscale supérieure. » ●



FERMETURE

Où que l'on regarde, des personnes sont mises à l'écart ou discriminées. Une exclusion qui ne fait que déplacer des problèmes qui finiront tôt ou tard par éclater.



CAMP DE RIVESALTES

CARREFOUR MÉMORIEL DES INTERNÉS

Ouvert il y a dix ans, le mémorial du camp de Rivesaltes constitue un haut lieu de mémoire. Espagnols républicains, Juifs étrangers, Tziganes, harkis, Guinéens... Entre 1941 et 1965, des dizaines de nationalités ont croupi dans ses baraquements.

Texte: Romain Sanchez

À 20 minutes en voiture au nord de Perpignan, se dressent sur une plaine aride les derniers vestiges du camp d'internement de Rivesaltes. Dans ce décor fantomatique, les baraques quelque peu délabrées portent en elles tout le poids de leur lourd passé : certaines ont perdu leur toit, d'autres tiennent à peine sur leurs murs en partie effondrés. Malgré la tramontane qui souffle fort dans cette partie du Languedoc, le silence est pesant. Combien de familles ont été enfermées dans cette prison à ciel ouvert ? Pour comprendre l'histoire de Rivesaltes, il faut remonter à la fin des années 1930. Avant de devenir un lieu d'internement, le camp était d'abord un camp militaire, baptisé « camp Joffre » en hommage au célèbre maréchal de la Grande Guerre né dans le village. Sa création fut décidée en 1935 par le ministère de la Guerre afin de servir de lieu d'entraînement pour les troupes coloniales, comme le racontent Juanito et Violette Marcos dans leur livre *Les camps de Rivesaltes, une histoire de l'enfermement*. En 1939, les troupes nationalistes du général Franco réalisent une offensive en Catalogne qui pousse des centaines de milliers d'Espagnols à trouver refuge de l'autre côté des Pyrénées. Dans un contexte de xénophobie grandissante et face à cet afflux massif de réfugiés, le gouvernement français crée des camps d'internement de fortune sur le littoral du

Des enfants jouant avec leurs maîtresses (1941-1942).
© United States Holocaust Memorial Museum



Roussillon. Ainsi, « 350 000 Espagnols sont internés dans une logique d'exception car jugés dangereux pour la sécurité nationale », explique l'historienne Anne Boitel. De nombreux réfugiés, intégrés dans les compagnies de travailleurs étrangers, participent d'ailleurs à la construction du camp militaire de Rivesaltes. Le 22 juin 1940, la France signe l'armistice avec l'Allemagne nazie, actant ainsi sa capitulation. Quelques jours plus tard, le maréchal Pétain reçoit les pleins pouvoirs et a donc les mains libres pour instaurer le régime de Vichy.

Des conditions de vie inhumaines

Sans surprise, ce nouveau gouvernement antisémite et nationaliste poursuit la politique d'internement des étrangers dits « indésirables », et la renforce même en promulguant de nouvelles mesures. « La loi du 3 septembre 1940 permet aux préfets de prononcer des mesures d'internement, en plaçant les individus dangereux pour la Défense nationale dans des centres. À cela s'ajoutent les lois antisémites, dont celle du 4 octobre 1940 qui prévoit l'internement des "étrangers de race juive" dans six "camps spéciaux" », raconte Anne Boitel. Afin de désengorger une partie de ces centres, l'ancien site militaire Joffre est converti en camp d'internement en janvier 1941. Ainsi, entre le 14 janvier 1941 et le 24 novembre 1942, près de 20 000 personnes y sont internées. Parmi elles, on retrouve des Espagnols ayant fui le régime franquiste, des Juifs étrangers et des Tziganes également visés par les mesures d'internement. Le camp est organisé en sept îlots, chacun comptant 150 baraques en ciment d'environ 50 mètres de long. Les conditions de vie y sont plus que sommaires. Du fait de sa situation



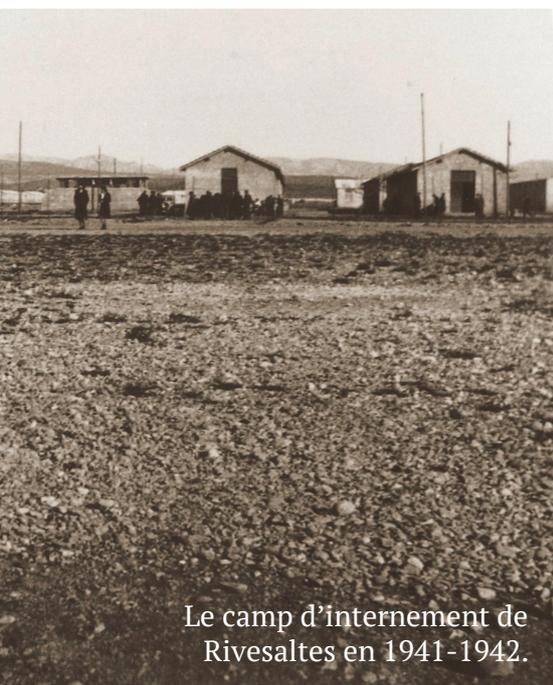
**« DANS CE DÉNUÈMENT TOTAL,
LES RATS S'ATTAQUENT
AUX INTERNÉS »**

géographique, Rivesaltes est en permanence exposé au vent. Il n'y a pas assez de bois pour chauffer tout le monde, les sommiers sont donc brûlés pour faire face au froid. Les internés ne peuvent se doucher qu'une

fois par mois. Les rations de nourriture distribuées sont insuffisantes, les prisonniers souffrent de sous-alimentation et développent des maladies. « Dans cette saleté et ce dénuement total, la vermine abonde et les rats, non contents de piller les provisions alimentaires, n'hésitent pas à s'attaquer aux internés directement », explique Anne Boitel dans son livre *Le camp de Rivesaltes 1941-1942, du centre d'hébergement au Drancy de la zone libre*, paru en 2000.

Vers les camps de la mort

Pour soulager quelque peu l'horreur de leurs conditions de vie, les internés de Rivesaltes peuvent compter sur le soutien des bénévoles d'associations humanitaires telles que le Secours suisse, la Croix-Rouge ou la



Le camp d'internement de Rivesaltes en 1941-1942.

Young Men Christian Association. « Sans ces œuvres, les conditions d'existence des internés en matière sanitaire, alimentaire, éducative et culturelle auraient été nettement plus dramatiques car elles finançaient de nombreuses actions. Sans compter l'énergie fournie pour libérer un maximum d'internés, qui reste alors l'objectif premier à atteindre », note l'historienne. Malheureusement pour de nombreux internés, le cauchemar de Rivesaltes s'assombrit davantage. En janvier 1942, les dignitaires nazis se réunissent à la conférence de Wannsee et posent les bases de la « solution finale » : l'extermination des Juifs d'Europe. Le 16 juin 1942, René Bousquet, chef de la police de Vichy, propose à l'occupant allemand de lui livrer 10 000 Juifs étrangers de la zone non occupée. Les déportations se mettent alors en place. Le camp de Rivesaltes devient dès lors Centre national de rassemblement des israélites et sert de regroupement pour tous les Juifs étrangers arrêtés dans la zone sud. Au total, entre le 11 août et le 20 octobre, neuf convois partent de Rivesaltes en direction d'Auschwitz via Drancy, transportant 2 312 Juifs vers la mort (dont 10 % avaient moins de 20 ans). À partir de là, le site de Rivesaltes se vide progressivement. Les Espagnols et les Juifs non déportés sont envoyés vers le centre d'internement de Gurs, les Tziganes à Salliers. Le 24 novembre 1942, le camp est officiellement dissous.

La période décoloniale

Près de 20 ans plus tard, Rivesaltes connaît à nouveau des arrivées massives. Cette fois-ci, dans le contexte de la guerre d'Algérie. Après la signature des accords d'Évian entre la France et le gouvernement provisoire algérien le 18 mars 1962, se pose la question du rapatriement des harkis. Si ce terme désigne à l'origine les soldats



Des prisonniers attendent la distribution de nourriture (1941-1942).



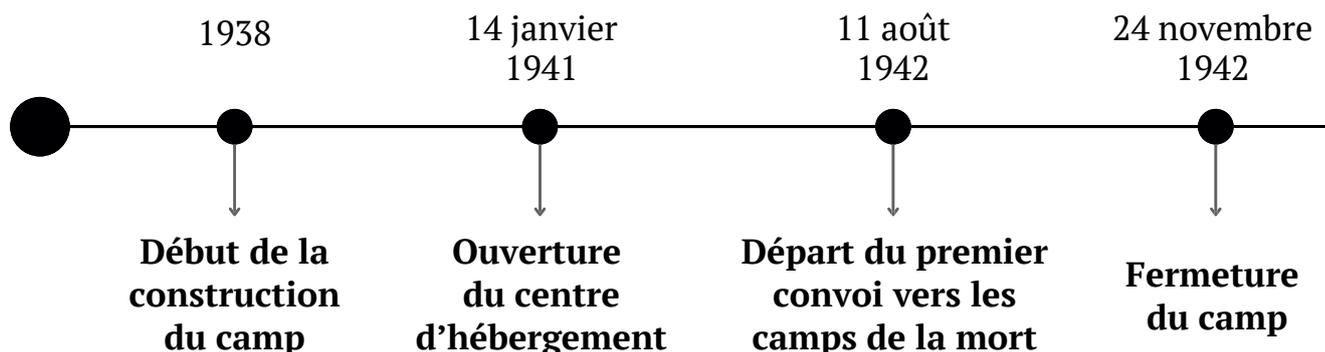
algériens engagés dans une harka, une unité supplétive de l'armée française, il sert aujourd'hui à désigner tous les Français musulmans d'Algérie considérés comme pro-Français pour avoir travaillé dans l'armée ou l'administration. Fatima Besnaci-Lancou fait partie de ces dizaines de milliers de personnes qui ont dû traverser la Méditerranée. Ayant grandi dans le village de Novi, à 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, elle n'a que huit ans lorsqu'elle est contrainte de quitter son foyer. « *Ma famille avait choisi de rester après l'indépendance*

militaires nous ont emmenés à Rivesaltes », se souvient-elle. Problème pour ces réfugiés : le camp n'est absolument pas prêt à accueillir autant de familles car les vieilles baraques de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas été réparées. Le temps que des rénovations soient effectuées, les familles harkies sont contraintes de dormir dans des tentes. « *La vie dans le camp était épouvantable, l'hiver 1962 avait été très froid. On ne peut pas vivre sous une tente non chauffée, avec la tramontane qui souffle. Aucun humain ne peut vivre de cette manière-là. Alors imaginez les personnes fragiles, malades, les jeunes enfants.* » Comme Fatima Besnaci-Lancou, pas moins de 20 000 harkis endurent les rudes conditions de Rivesaltes.

« AUCUN HUMAIN NE PEUT VIVRE DANS CES CONDITIONS »

de l'Algérie. Face aux massacres, mes parents ont décidé de partir. On a été accueillis par des militaires français. Ils nous ont rassemblés au camp de Zéralda. Fin novembre 1962, on nous a emmenés au port et on a traversé la mer jusqu'à Port-Vendres. De là, des camions

Pour quitter le camp, les chefs de famille doivent justifier d'un travail auprès de l'administration. Ainsi, la famille de Fatima Besnaci-Lancou peut quitter le centre des Pyrénées-Orientales au bout d'un an et atterrit dans un village en Auvergne. Malheureusement, ces réjouissances ne sont que de courte durée. « *Mon père ne pouvait plus travailler parce qu'il avait contracté la tuberculose. Nous avons donc été contraints de retourner vivre dans les camps. On a été envoyé à celui de Bourg-Lastic, dans le Puy-de-Dôme. Après s'être soigné, il a pu recommencer à travailler dans les hameaux de forestage. Nous avons quitté le camp définitivement en*





Des internés préparent un méchoui (1962-1964).

1979. » Peu de temps après le passage des harkis par Rivesaltes, 800 anciens soldats guinéens de l'armée française ainsi que leurs familles sont également accueillis dans le camp pour des raisons similaires entre 1964 et 1966. Dans les années qui suivent, le camp de Rivesaltes perd peu à peu en importance. En 1986 est ouvert un centre de rétention administrative, où sont enfermés les migrants illégaux en attente de leur reconduite à la frontière. Le centre ferme définitivement en 2007. L'histoire aurait pu s'arrêter là, Rivesaltes tombant peu à peu dans l'oubli... Si une polémique n'avait pas alerté les pouvoirs publics sur la nécessité de préserver ce site.

Le mémorial au service de l'histoire

« En 1997, un employé municipal de Perpignan qui travaille dans une déchèterie tombe par hasard sur deux grands sacs. À l'intérieur, il trouve des vieux papiers : il s'agissait des archives du camp de Rivesaltes datées de la période 1941-1942. La presse locale s'empare de l'affaire, ce qui provoque un scandale. À partir de là, un certain nombre d'associations et d'élus se sont mobilisés pour sanctuariser le camp », raconte Nicolas Serpette, responsable de la communication du mémorial de Rivesaltes. Au début des années 2000, le camp est donc

inscrit au classement des monuments historiques, première étape du processus de mémorialisation. Un concours d'architecture est lancé pour imaginer à quoi ressemblera le futur lieu de mémoire. C'est Rudy Ricciotti, qui a dessiné les plans du Mucem de Marseille, qui remporte le concours. « Son idée était surtout que la structure du mémorial ne cannibalise pas la vision et ne perturbe pas cet impact émotionnel. Il a donc imaginé ce grand bâtiment semi-enterré », détaille Nicolas Serpette. Depuis 2015, là où se trouvait autrefois la grande place d'appel du camp d'internement, réside désormais le mémorial. Avec le camp des Milles et celui de Drancy, Rivesaltes est aujourd'hui l'un des trois sites majeurs de la politique d'internement de Vichy les mieux conservés et accueille environ 60 000 visiteurs par an. « Le mémorial est un livre ouvert sur l'appréhension de l'altérité et le degré de tolérance des uns et des autres », analyse Anne Boitel. Pour l'historienne, « le mémorial peut redonner toutes ses lettres de noblesse à la notion d'humanité, l'humanité des victimes, des personnes en souffrance, mais aussi celle de ceux qui ont été auprès d'eux, à leurs côtés, dans le but de leur venir en aide. » Le site célébrera en fin d'année son dixième anniversaire. À cette occasion, un événement spécial sera organisé pour rendre hommage à ce carrefour des mémoires. ●

Été 1962

Fin 1964

1966

2015

Arrivée des premiers Harkis

Fermeture du camp de transit pour les Harkis et arrivée de militaires guinéens

Départ des derniers soldats guinéens

Ouverture du mémorial de Rivesaltes



AU SECOURS DES ABANDONNÉS DU NUMÉRIQUE

La maîtrise du numérique et la dématérialisation des démarches administratives peuvent compliquer la vie d'une partie des citoyens. Immersion en Haute-Garonne, dans un atelier informatique et un guichet France services pour comprendre comment ces initiatives aident à combler la fracture digitale.

Texte et photos : **Rémi Mathias**

Répondre à un e-mail, acheter des billets de train sur son téléphone, envoyer une photo de vacances à sa famille sur WhatsApp... Ces actions relèvent de l'évidence pour une majorité d'entre nous. Pourtant, elles peuvent être un véritable casse-tête pour les moins familiarisés avec le numérique. À Rieux-Volvestre, dans une salle du bâtiment le Moulin, les six participants de l'atelier informatique animé par Ali Kadouh écoutent

avec attention ses enseignements. Le fondateur de l'association NumAide est venu partager ses compétences et répondre à leurs questions, dans un discours clair et pédagogique. Depuis quatre ans, ce titulaire d'un doctorat en informatique consacre chaque mardi à transmettre les bases du numérique à ceux qui en ressentent le besoin.

« *Retenez bien vos identifiants Google !* », lance Ali Kadouh avec humour. En effet, Henri, participant



à l'atelier, a perdu son téléphone la veille et n'était pas en mesure de le géolocaliser seul car il ne savait pas quels étaient ses identifiants Google.

L'atelier débute par un exercice sur la messagerie électronique. Le doctorant explique avec précision comment répondre à un seul destinataire lors d'un envoi de mail groupé, avant d'expliquer la différence entre « CC » et « CCI ». Concentrés, les participants prennent soigneusement en note la méthode à suivre. Françoise Bosseville intervient et pose une

question sur WhatsApp : « *Je n'arrive plus à envoyer un message et une photo en même temps, comment faire ?* » Saisissant l'occasion, l'animateur de l'atelier rappelle à l'ensemble du groupe la procédure à suivre, tandis que chacun s'entraîne à son rythme.

Protéger les plus vulnérables des arnaques

« *Éviter que les gens se fassent avoir* », c'est ce qui a motivé Ali Kadouh à lancer l'association NumAide. Il évoque entre autres les forfaits mobiles surfacturés, le hameçonnage et l'arnaque à l'assistance technique, qu'il nomme « *la reine des arnaques* ». En plus d'apprendre aux participants à utiliser leur ordinateur et leur téléphone, Ali Kadouh peut aussi les conseiller dans l'achat de leurs appareils. Au départ, il s'agissait seulement d'assistance technique. Mais très vite, l'atelier s'est transformé en véritable initiation au numérique. « *Ali est vraiment disponible, c'est un passionné. Ça se voit qu'il adore ça* », glisse Nicole.

« *Moi, j'utilise Trainline pour acheter mes billets* », commente Henri lorsque l'application SNCF Connect est évoquée. Le doctorant revient toutefois à l'essentiel : montrer comment télécharger l'application, créer un compte et conserver ses identifiants. Il rappelle les bonnes pratiques : écrire les identifiants sur papier, respecter les règles de sécurité de création du mot de passe (une majuscule, une minuscule, un chiffre et un caractère spécial). « *C'est quoi un caractère spécial ?* », lance-t-il au groupe.

Les participants n'hésitent pas à s'aider quand l'un

d'entre eux est légèrement bloqué, créant une belle atmosphère de solidarité. « *C'était dur au début, je ne savais rien faire* », confie Françoise, une autre participante, à la fin de l'atelier. « *Maintenant je sais utiliser mon ordinateur pour aller consulter ma messagerie et envoyer des mails, mais je n'utilise pas encore ma carte bleue pour faire des achats, je n'ai pas confiance* », poursuit-elle.

Ali Kadouh s'inspire de son quotidien pour choisir les exercices qu'il soumet à ses apprentis. « *Le but, c'est de les aider à utiliser les outils numériques car ils y sont de plus en plus obligés. Comme ça, ils ne seront pas à côté de la plaque plus tard* », explique-t-il. Une initiative qui, chaque jour, peut faire une différence concrète dans la vie des participants.

Maîtriser le numérique pour maîtriser ses démarches administratives

Cela semble être un processus inévitable : les démarches administratives reposent de plus en plus sur le numérique. Pour les personnes qui en sont le plus éloignées, cela rend l'adaptation au changement encore plus complexe. Conscients du problème, les pouvoirs publics prennent des initiatives, comme le lancement des guichets France services, en février 2021. Dans le centre-ville de Cugnaux, le guichet accueille quotidiennement des usagers aux profils variés. Deux conseillères, Myriam et Isabelle, alternent entre les demandes en « flux », des créneaux prévus pour des interventions sans rendez-vous, et les entretiens plus longs. Certaines démarches demandent effectivement d'être planifiées pour être menées à terme. « *Quand une demande est complexe, comme les dossiers retraite, on invite les usagers à prendre rendez-vous* », explique Myriam.

Une des missions essentielles de France services est de rendre les usagers plus autonomes pour accomplir leurs démarches administratives. Mais cette progression

**« LE BUT, C'EST DE LES AIDER.
COMME ÇA ILS NE SERONT PAS À
CÔTÉ DE LA PLAQUE »**



est parfois bloquée par des problèmes difficiles à résoudre dans l'immédiat. « Une partie des usagers ne savent ni lire, ni écrire. Cela complique forcément leurs démarches », constate Myriam. Les conseillères doivent aussi être constamment à jour sur les évolutions des procédures. « Il faut être curieux, parce qu'on ne peut pas tout connaître d'un coup », souligne-t-elle.

Un service de proximité

Les usagers viennent de Cugnaux et de communes avoisinantes, comme Tournefeuille ou Villeneuve-Tolosane. Parmi eux, on retrouve des retraités, des travailleurs en reconversion, des jeunes actifs ou encore des personnes sans emploi. Ainsi, Gérard Malet vient imprimer des documents pour sa sœur. Le retraité a une habilitation familiale qui lui permet de réaliser des démarches administratives à sa place. « Je n'ai pas d'imprimante ni de scanner chez moi. Ce service est très utile », déclare-t-il à propos du matériel informatique en libre-service.

« Le but de France services, c'est aussi d'éviter le non-recours », explique Khadija Zekri, responsable de l'espace France services de Cugnaux. « Le non-recours, c'est le fait de ne pas demander ses droits, qui sont pourtant censés être accessibles à tous. Ce phénomène est provoqué par le manque d'information », poursuit-elle. D'après la direction de la recherche, des études de

l'évaluation et des statistiques (Drees), le taux de non-recours en France en 2022 était de 50 % pour le minimum vieillesse, de 34 % pour le RSA et de 30 % pour l'assurance chômage.

Pour Béatrice Blanc, la démarche semblait simple : créer un compte sur FranceConnect afin d'obtenir une vignette Crit'air. « Normalement je fais tout à la maison, mais là je n'y arrivais pas », avoue-t-elle. Même si elle dit pouvoir se débrouiller, elle reconnaît ne pas toujours s'y retrouver dans la complexité du système administratif. « Il y a trop de comptes à créer, avec

« J'AI TENDANCE À VITE PERDRE PATIENCE AVEC TOUT CE QUI CONCERNE LE NUMÉRIQUE »



tous les mots de passe à retenir... » La numérisation ne facilite rien, mais c'est le système administratif dans son ensemble qui semble agacer les usagers. « Il y a trop de papiers, trop de choses à demander. Ça casse la tête », lâche Mamie Zora en riant.

Un besoin de contact humain

D'autres usagers, comme Jessica Ricci, soutiennent leur préférence pour le contact humain. « *J'ai tendance à vite perdre patience avec tout ce qui concerne le numérique* », confie-t-elle. Elle explique venir régulièrement à France services depuis qu'elle a subi un licenciement économique peu avant l'été 2024, alors qu'elle était assistante dentaire depuis 18 ans. « *Je veux toujours travailler avec l'humain. J'ai choisi de me tourner vers le médico-social* », ajoute la jeune mère en reconversion professionnelle. Jessica Ricci se rend aujourd'hui à France services pour imprimer des documents pour un stage en vue de cette transition.

« *Nous accompagnons les usagers à avoir un contact avec les administrations* », explique Khadija Zekri. Si un usager est bloqué dans une démarche, les conseillères

peuvent contacter les administrations, appelées « *opérateurs* », au nombre de 14 : la Poste, la Caf, la Carsat, France rénov', la CBAD, l'Urssaf, etc.

Jean-Marie Fort, reconnu travailleur handicapé, jongle entre les missions d'intérim. « *Je suis dyslexique, dysorthographique et dyscalculique, donc tout ce qui passe par Internet complique mes troubles d'apprentissage. En plus, je suis inondé de mails administratifs, ce qui me rajoute une couche de stress* », témoigne-t-il avec un sourire amer. « *J'ai pris des cours pour maîtriser le numérique, maintenant il faut que j'apprenne à maîtriser les démarches administratives* », conclut Jean-Marie Fort.

Le travail des conseillères de France services ne se limite pas à des tâches prédéfinies. « *Pour certains dossiers spécifiques comme la retraite, nous sommes seulement censées aider les usagers à s'inscrire sur la plateforme*, explique Isabelle, la conseillère présente aux guichets de Cugnaux. *Mais en pratique, on finit souvent par faire la démarche jusqu'au bout.* » Une preuve que le service représente un soutien solide. « *Certaines personnes viennent ici non seulement pour leurs démarches, mais aussi pour échanger, parler de leurs problèmes ou tout simplement rompre la solitude* », expliquent les deux conseillères.

France services agit donc comme un véritable lien social au sein de la communauté. Le local ne se contente pas de résoudre les difficultés de usagers ; il devient un lieu d'échange et de solidarité. ●

À PARIS, LE HANDICAP SUR LE QUAI

L'année 2024 devait être une rampe de lancement pour la prise en compte du handicap en France, avec en ligne de mire les Jeux olympiques et leur accessibilité pour tous. Mais quelques mois plus tard, le constat est amer.

Texte : Paul Lalevée



© PhotoPQR/LP/MaxPPP/Olivier Lejeune

9% Le chiffre est saisissant. Il correspond aux 29 stations de métro sur les 303 que compte Paris, à être entièrement accessibles aux personnes en situation de handicap en 2024. Un léger progrès par rapport à 2020 (3 %, selon l'APF France handicap, principale association de défense et de représentation des personnes en situation de handicap). Bien loin des chiffres de Londres lors des Jeux olympiques de 2012 (18 %). Si les bus et les RER parisiens et en banlieue sont aujourd'hui en partie accessibles, les rénovations dans le métro ne font que

débuter. Dans des stations parfois vieilles de plus de 100 ans (la première a été inaugurée en 1900), les accès n'ont jamais été imaginés pour le passage de fauteuils roulants. Aucun ascenseur ni escalator. Ils sont pourtant essentiels pour les personnes à mobilité réduite. « *J'ai dû adapter mes trajets quotidiens, parce que tous ces escaliers, surtout avec le monde le matin, ça devenait impossible* », raconte Maxime, 34 ans, qui arpente tous les jours ces couloirs remplis de monde, sa béquille dans la main droite, depuis un grave accident de la route il y a huit ans. Des difficultés du quotidien que rencontre aussi Marie, 21 ans, en fauteuil depuis l'âge de

14 ans. Des galères dans les transports qui lui apportent « beaucoup de stress, surtout quand les quais sont bondés et que les gens veulent à tout prix monter ».

Pour l'association Collectif Handicaps, qui regroupe 19 associations d'accompagnement des personnes à mobilité réduite (PMR), il faut avoir « la volonté d'investir dans l'accessibilité des transports ». Mais cette ambition coûte cher. Les travaux pour la construction du Grand Paris Express (un réseau de 200 kilomètres de voies nouvelles et 48 gares de métro, qui respectent donc les normes d'accessibilité) ont été estimés en 2024 à plus de 37 milliards d'euros selon un rapport de la Cour des comptes, qui a même évoqué la possibilité de ne pas réaliser la ligne 17-Nord pour « réduire le coût global ».

Une question de sécurité

Chaque année, la RATP investit plus d'1,5 milliard d'euros pour moderniser et entretenir l'ensemble du réseau. Rendre accessible plus de 300 stations de métro reviendrait à plusieurs milliards d'euros selon différents calculs. Dans 50 % des cas, le sous-sol parisien constituerait, selon la RATP, « une impossibilité technique incontournable pour l'aménagement d'ascenseurs ». Avec notamment les présences d'égouts, de terrains instables, d'enchevêtrements de tunnels, et de manque de place sur la voirie pour la sortie. La ligne 6, en partie extérieure, donc plus simple à rénover, est la seule ligne pour laquelle une étude a déjà été menée en 2019 par la RATP et Île-de-France Mobilités (IDFM). Le coût des travaux a été estimé entre 600 et 800 millions d'euros. Alors, la rénovation du métro, par manque de moyens, est-elle laissée à l'abandon ?

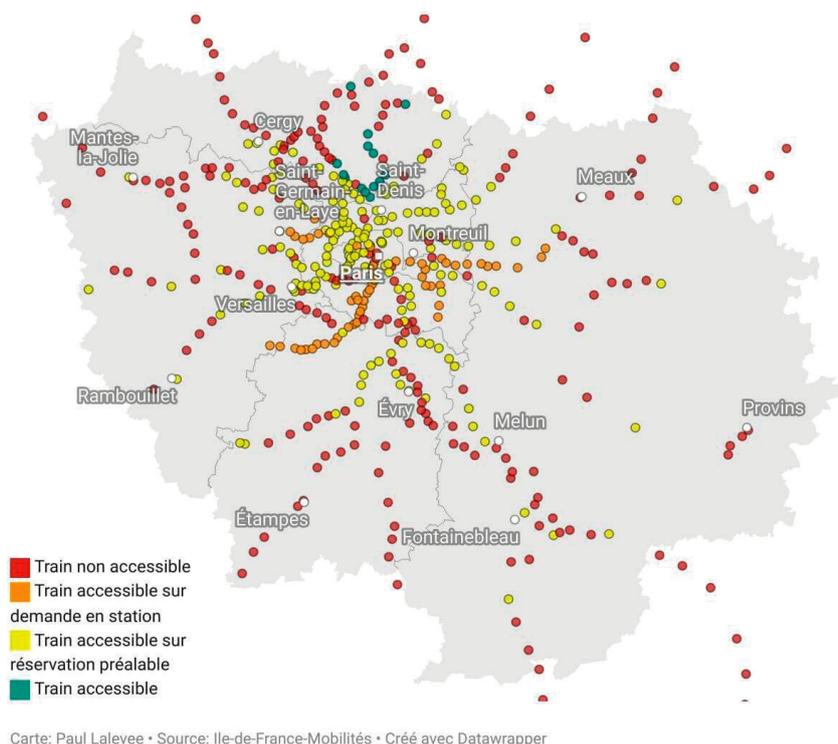
« IL FAUT AVOIR LA VOLONTÉ D'INVESTIR DANS L'ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS »



© Elliott Letat

Dans un projet d'adaptation aux personnes à mobilité réduite (PMR) lancé en 2016, la RATP annonçait déjà « préférer se concentrer sur l'accessibilité des gares RATP et SNCF de banlieue ». Pour IDFM, l'autorité organisatrice de la mobilité, les « stations (sont) implantées un peu n'importe où, ce qui rend l'installation d'ascenseurs impossible ». Et elle est confronté à un problème majeur. « Selon la réglementation française, il est impossible qu'une station de métro non accessible aux handicapés se trouve entre deux stations adaptées. C'est une question de sécurité », pointe Nicolas Mériille, responsable d'APF France handicap. La réglementation sera donc à réviser avant d'envisager des travaux. Initialement prévue pour 2023 ou 2024, l'accessibilité de nombreuses lignes n'est toujours pas à l'ordre du jour. Du côté de la Société du Grand Paris, on explique ces retards par « la crise du Covid-19 ». Pourtant, en 2018, donc avant la pandémie, le projet avait subi une

Seules 14 stations de RER et Transilien sont 100 % accessibles en Île-de-France



crise importante à la suite d'un rapport de la Cour des comptes de décembre 2017. Il mettait en lumière une dérive des coûts prévisionnels, qui dépassaient alors les 42 milliards d'euros. Ces nouvelles lignes devraient être « *entièrement accessibles aux PMR* », confirme la RATP. Cependant, l'accessibilité demeure réduite en 2025. Une situation que les associations condamnent. « *Ne pas pouvoir se déplacer est une discrimination insupportable pour les personnes handicapées* », clame l'association Collectif handicaps.

Le métro est délaissé, mais finalement, ce n'est pas beaucoup mieux pour les gares RER et SNCF de banlieue. 219 gares de RER et Transilien ne sont aujourd'hui pas accessibles sur les 459 qui maillent l'Île-de-France. 68 sont accessibles seulement sur réservation préalable auprès du service AssistenGare, et 58 sur demande auprès d'un agent en station. Actuellement, seules 14 stations sont accessibles en totale autonomie, selon les derniers chiffres d'Ile-de-France Mobilités, qui répertorie toutes les stations en fonction de leur accessibilité.

Les Jeux ont-ils lancé les grands travaux ?

La promesse de Tony Estanguet de septembre 2021 – « *100 % des sites de compétition des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 seront accessibles par*

un moyen de transport » – n'a, logiquement, pas pu être tenue. C'était déjà l'avis de la mairie de Paris, principale instigatrice des travaux, en 2021. « *Le timing est trop serré pour une mise en accessibilité complète* », confiait-elle à l'époque.

À l'approche des Jeux paralympiques de Paris 2024, la présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse avait évoqué l'ambition de rendre accessible le réseau historique du métro : le plan « *métro pour tous* ». Elle avait notamment proposé que la Région apporte un tiers de ces financements. « *Je suis prête à boucler ce plan de financement en faisant trois parts égales, une part Région, une part État, une part Ville de Paris.* » En attente d'études précises sur le sujet, le projet est évalué à 20 milliards d'euros sur une vingtaine d'années. Qualifié de « *projet de la décennie* » par Valérie Pécresse en amont des Jeux paralympiques, ces travaux peuvent-ils raisonnablement avoir lieu ?

Cette orientation qui reste à concrétiser serait un revirement d>IDFM, qui se refusait jusqu'alors à intégrer l'accessibilité aux stations en travaux de rénovation, malgré les demandes d'associations de personnes en situation de handicap.

Alors, 2024 et les Jeux olympiques et paralympiques ont-ils réellement lancé les grands travaux ? Les grandes formules ont en tout cas été lancées par la classe politique. ●

SCHENGEN, SYSTÈME SOLIDE OU OBSOLÈTE ?

Les attaques au couteau perpétrées, ces derniers mois, par des réfugiés en Allemagne replacent les questions d'immigration et de sécurité au cœur du débat public. Ces événements poussent aussi ses voisins européens à vouloir reprendre le contrôle de leurs frontières, sous l'impulsion de l'extrême droite.

Texte : Sarah Boana



« **N**ous allons rétablir temporairement tous les contrôles à nos frontières », avait annoncé la ministre de l'Intérieur allemande, Nancy Faeser, en septembre, après l'attaque terroriste revendiquée par l'État islamique, à Solingen, ayant fait trois morts. Malgré cette mesure, une nouvelle tragédie endeuille l'Allemagne. Le 22 janvier, deux personnes, dont un enfant, sont mortellement poignardées par un Afghan,

à Aschaffenburg. « J'en ai assez de voir de tels actes de violence se produire ici, toutes les quelques semaines, de la part d'agresseurs qui sont venus chez nous pour trouver protection ici », s'est indigné le chancelier allemand, Olaf Scholz, sur X.

Des politiciens européens attribuent ces attaques à des frontières européennes perméables « à la migration irrégulière et aux menaces terroristes ». Ils souhaitent, comme en Allemagne, rétablir le contrôle à leurs

frontières internes. « *Le chancelier allemand social-démocrate fait ce que préconise le Rassemblement national (RN) en protégeant son pays contre l'immigration illégale et l'insécurité puisque la frontière extérieure de l'Union européenne ne fonctionne pas* », soulignait Fabrice Leggeri, eurodéputé RN et ancien directeur de Frontex, l'agence chargée de surveiller les frontières extérieures de l'UE, invité de l'émission *Ici l'Europe* sur France 24 et *Public Sénat*. Cette volonté se heurte toutefois au principe même de l'espace Schengen. Créé en 1985 et appliqué en 1995, ce système instaure une zone de libre circulation des personnes avec la suppression des contrôles intérieurs, tout en renforçant ceux des frontières extérieures. Schengen compte aujourd'hui 29 États. Tous les membres de l'Union européenne n'en

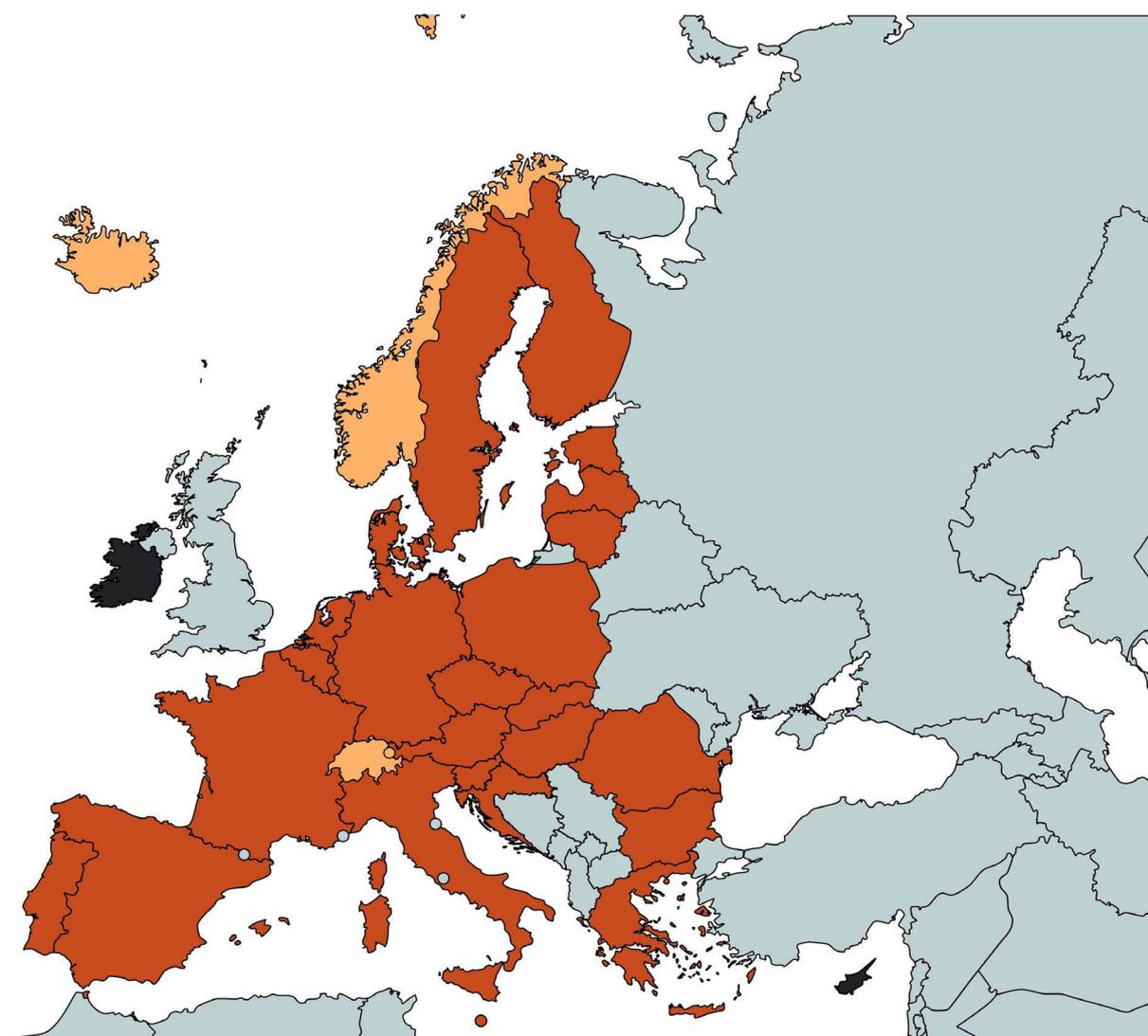
font pas partie, et inversement : les États signataires de Schengen ne font pas tous partie de l'UE.

Selon la Commission européenne, en 2023, environ « 3,5 millions de personnes franchissent des frontières intérieures » pour travailler, étudier ou rendre visite à des proches et « près de 1,7 million de personnes résident dans un pays de l'espace Schengen tout en travaillant dans un autre ». Cette libre circulation est remise en question lorsqu'un pays est confronté à une période de tension sécuritaire, comme a connu la France, après les attentats du 13 novembre 2015.

La Commission européenne s'est montrée attentive et flexible aux demandes des États. Depuis, une réforme du code frontières Schengen est entrée en vigueur en mai 2024. « *Les contrôles peuvent rester en place pendant*

L'espace Schengen (29 États)

- Membres de Schengen et de l'UE (25 États)
- Membres de Schengen hors UE (4 États : Suisse, Liechtenstein, Norvège, Islande)
- Membres de l'UE hors Schengen (2 États : Irlande, Chypre)



© Sarah Boana
Created with mapchart.net

une durée maximale n'excédant pas deux ans », indique le Conseil de l'UE, contre six mois jusque-là. « Des pays comme l'Autriche étaient allés au-delà de ces six mois. Par exemple, la France a pris le réflexe de le faire régulièrement depuis novembre 2015. Elle a continuellement notifié auprès de la Commission européenne qu'elle allait renouveler le contrôle à toutes ses frontières », rappelle Tania Racho, docteure en droit européen à Paris-Panthéon-Assas. « L'Allemagne contrôlait ses frontières avec la Pologne et l'Autriche. Finalement, la plupart des pays veulent quand même faire ce contrôle, ce qui aboutit à une forme d'exception qui devient la règle », poursuit l'universitaire.

La Hongrie de Viktor Orbán, défenseur d'une politique anti-immigration, est même allée jusqu'à ignorer les avertissements de Bruxelles concernant le non-respect de la politique migratoire et a été condamnée à plusieurs reprises par la justice européenne.

Contrôler les frontières, un argument électoral

Au vu du contexte géopolitique actuel, des partis souhaitent aller encore plus loin dans la réforme de Schengen, à l'instar du Parti populaire européen (PPE, centre-droit) au Parlement européen. « C'est une bonne chose que les États puissent souverainement gérer leurs frontières, sous l'encadrement du droit de l'UE, reconnaît l'eurodéputée française Céline Imart (Les Républicains), membre du PPE. Nous militons pour un approfondissement du système existant. Nous soutenons la création d'un "Schengengroupe", à l'image de l'Eurogroupe (une assemblée "informelle" réunissant les ministres des Finances des 20 États membres de la zone euro NDLR), pour assurer une meilleure coordination et une gestion plus efficace des frontières intérieures et extérieures via des échanges réguliers entre les ministres de l'Intérieur concernés. »

Ces contrôles aux frontières internes ne sont pas sans conséquence dans la relation entre les États, notamment ceux situés aux premières lignes des migrations en provenance des pays non-européens. Par exemple,

« IL Y A AUJOURD'HUI UNE CRISE DE CONFIANCE ENTRE LES ÉTATS SUR CES SUJETS »

l'Autriche et l'Italie mettent en place des contrôles à leur frontière avec la Slovaquie, membre de Schengen depuis 2007, pour les migrants qui empruntent la route des Balkans. « Cela a rendu les relations entre ces trois pays très difficiles, regrette l'eurodéputée française Murielle Laurent (Parti socialiste), qui siège au sein des Socialistes et démocrates. Parfois, des contrôles sont réintroduits en représailles par des États qui n'en ont pas le besoin, mais estiment que la réciprocité doit s'appliquer en la matière. Il y a aujourd'hui une réelle crise de confiance entre les États sur ces sujets. »

Dans les discours politiques, le contrôle des frontières va de pair avec l'immigration, un thème récurrent des partis d'extrême droite. Ces derniers n'hésitent pas à l'utiliser à des fins électorales. Ils sont aujourd'hui loin d'être les seuls. Lors des élections régionales allemandes en septembre, les socio-démocrates d'Olaf Scholz, du centre gauche, en ont fait un argument de leur campagne. « L'objectif est de dire, regardez, on fait des mesures de l'extrême droite, vous n'avez donc pas besoin de voter l'AfD (extrême droite allemande Alternative pour l'Allemagne, NDLR) si votre problème, c'est l'immigration, vous pouvez voter pour nous », analyse Tania Racho.

Selon cette spécialiste du droit européen, ces contrôles ne sont pas systématiques dans les faits. Elle pointe du doigt un non-sens juridique. « Dans l'imaginaire des politiques, il y a l'idée qu'avec le refoulement, on va pouvoir renvoyer les autres dans leur pays. Mais ce n'est pas possible. Si une personne en situation irrégulière passe la frontière allemande et demande l'asile, l'Allemagne est obligée de l'accueillir le temps de la procédure. De la même manière, si la personne dit qu'elle ne veut pas l'asile, c'est aussi l'Allemagne qui doit organiser son retour à la frontière. » La députée PS Murielle Laurent s'interroge également sur l'efficacité de ces mesures : « Il n'est pas prouvé que les contrôles aux frontières intérieures soient efficaces contre le terrorisme ou l'immigration irrégulière. En revanche, ils sont plutôt simples à mettre en place et donnent aux citoyens une illusion d'action et de fermeté. »

La plupart des partis européens s'accordent pour dire que Schengen est une véritable avancée dans la construction européenne et répond aux enjeux contemporains en permettant une circulation fluide des biens et des personnes. L'espace Schengen n'est donc pas prêt de disparaître et est en perpétuelle évolution, naviguant à travers les crises. « *Cela s'est toujours accompagné de renforcement des frontières extérieures et de réformes avec des mesures compensatoires. Mais, pour un État, lâcher sa frontière serait impossible aujourd'hui* », insiste Tania Racho.

Un système en évolution

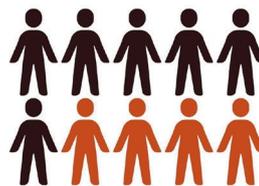
La pression migratoire et les menaces qui attendent l'Union européenne sont bien réelles. C'est pourquoi certains partis, à l'image du PPE, rappellent l'importance de contrôler les frontières extérieures

de l'UE. « *Il me semble que la question de la gestion des frontières extérieures n'est pas suffisamment mise en avant. Pourtant, c'est là que réside l'un des enjeux majeurs pour l'avenir de Schengen. L'UE doit renforcer la sécurité de ses frontières extérieures pour mieux contrôler les flux migratoires et garantir la protection de son territoire*, défend Céline Imart. À cet égard, l'agence Frontex joue un rôle crucial. Sans cela, l'intégrité générale de l'espace Schengen est menacée. » Il reste pour l'heure un système suffisamment solide, comme en témoigne son élargissement avec l'adhésion de la Bulgarie et la Roumanie, le 1^{er} janvier. Les deux pays ont obtenu la levée du véto de l'Autriche, permis par « *une réduction massive des passages clandestins de migrants* », saluait le ministre de l'Intérieur autrichien, Gerhard Karner. Plusieurs pays, comme l'Albanie, sont dans l'attente d'intégrer l'UE et peut-être, un jour, l'espace Schengen. ●

Quelques chiffres sur l'espace Schengen et l'immigration

385 771

C'est le nombre d'entrées irrégulières constatées dans l'Union européenne selon Frontex, le chiffre le plus élevé depuis 2016.



22,7 milliards d'euros

C'est le budget à long terme de l'Union européenne de 2021 à 2027 consacré à l'immigration, à la gestion des frontières.

Les trois pays de l'espace Schengen ayant reçu le plus grand nombre de demandes d'asile.



*Selon les chiffres de novembre 2024 de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile

source :Parlement européen

© Sarah Boana

LE JEAN, L'HABIT DEVENU PASSE PARTOUT... OU PRESQUE

Le jean a quasiment réussi à pénétrer dans toutes les couches de la société et à s'immiscer dans tous les milieux au fil de l'histoire. Même si en politique, il représente bien plus.

Texte et photo : Sarah Boana

Il résiste à l'épreuve du temps. Près de 2,3 milliards de jeans sont vendus dans le monde entier, chaque année. Ce pantalon tire son origine d'un milieu « populaire », porté au départ par les mineurs américains à la fin du XIX^e siècle. Le jean traditionnel avec ses poches à rivets est breveté en 1873 par Jacob Davis, tailleur, et Levi Strauss, propriétaire d'une entreprise textile à San Francisco. Ce pantalon se répand très vite dans la société américaine grâce aux films de cow-boys. Des acteurs comme Gary Cooper ou John Wayne, le portent fièrement. Dans les années 1950, il s'impose comme un symbole de jeunesse et de résistance face au système. Le jean prend une autre dimension dans les années 1970

lorsque le monde de la mode décide de développer des modèles de jean pour la haute-couture. C'est le cas de Calvin Klein, Gloria Vanderbilt ou en France, Marithé et François Girbaud.

Le confort et la robustesse, mais aussi ses différents styles, permettent au jean de résister aux modes et bien souvent de s'y adapter. À tel point qu'il devient un incontournable de la garde-robe contemporaine.

Le jean, persona non grata en politique

En politique, le jean devient plus rare, car il a une forte connotation. « *Le jean est le plus gros marqueur social qui existe, puisqu'il est porté presque par tous. Il indique, en fonction de son type, un statut social et adresse donc un message à la personne qui le voit. Ceci explique qu'il y ait si peu de politiciens en jean* », souligne Eva Samama, responsable des relations entreprises à l'École EAC-culture, luxe et marché de l'art. « *Si vous vous adressez à une population bourgeoise, vous allez éviter le jean. On en voit d'ailleurs peu à droite, où les politiciens arborent plutôt le costume. En revanche, si vous*



vous adressez à des milieux plus populaires, le jean renvoie directement à un vêtement de la rue, du milieu ouvrier. On le voit logiquement plus à gauche, voire à l'ultra-gauche. » À l'Assemblée nationale, il existe même, dans le règlement, un article qui régit la tenue des députés. « *La tenue vestimentaire ne saurait être (...) le prétexte à la manifestation de l'expression d'une quelconque opinion* », prévoit le texte. Il n'y a pas de code vestimentaire officiel pour les élus, mais il est demandé d'adopter une tenue correcte. Les députés peuvent donc théoriquement porter un jean, « *mais cela peut être mal perçu et vu comme un manque de respect. Pire, pour le président, ça pourrait faire un scandale* », explique Eva Samama. Des politiciens ont bien essayé de franchir cette barrière. À l'image de Cécile Duflot, ancienne ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, et son jean denim *boot cut*, évasé à partir du genou et ajusté de la taille au bas des cuisses. Son arrivée au Conseil des ministres, en 2012, fait polémique. La présidente d'Île-de-France, Valérie Pécresse, fustige à l'époque sur X : « *Duflot en jean au conseil des ministres, je suis réac, j'assume, je trouve ça irrespectueux des institutions de la République.* » ●



DÉPASSEMENT

A red running track with white lane markings. A horizontal bar with four vertical posts is positioned across the track. The bar is slightly above the ground, and the posts are evenly spaced. The background is a solid red color.

S'affranchir des barrières
permet d'accomplir
ses rêves et de se tourner
vers de nouveaux horizons.
Une nécessité pour
résister collectivement ou
s'améliorer individuellement.

HAMED RASSOLI, FORCE DE RÉSILIENCE

Réfugié politique, Hamed Rassoli a fui l'Afghanistan pour s'installer en France, il y a huit ans. Entre solidarités et barrière de la langue, il revient sur ce long périple de six mois qui l'a façonné au rythme des obstacles.

Texte : Emma Le Fortier



© Margaux Malé

La valise d'Hamed Rassoli est bouclée. Stockée dans un coin de la tour *TF1*, elle attend d'embarquer dans un avion ou un train, en fonction des derniers soubresauts de l'actualité. De permanence, le journaliste peut être mobilisé à tout instant pour couvrir un événement, en France comme à l'étranger. En attendant, il prépare son matériel, bidouille les réglages de sa caméra, inlassablement.

À 30 ans, le jeune homme est alternant pour la première chaîne télévisée française, où il assure le poste de journaliste reporter d'image (JRI), et prépare en parallèle un master au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ). Un programme bien fourni, qu'il agrmente parfois de projets photographiques pendant ses week-ends. « *Il ne s'arrête jamais et se donne à fond* », assure sa petite amie Mélanie Guyard, admirative de sa résilience. Hamed Rassoli tient cette capacité d'adaptation de son parcours. Le journaliste a été contraint de fuir son pays natal, l'Afghanistan, alors qu'il travaillait pour une chaîne de télévision locale et couvrait des zones de guerre.

La menace des talibans

« *Je voulais traiter de vrais sujets qui avaient un impact sur les gens* », affirme-t-il dans un français presque parfait, teinté d'un léger accent. Une volonté qu'il n'a pas abandonnée en quittant son pays. « *Aujourd'hui, je rêve de retourner en Afghanistan pour créer un média avec ma petite sœur Nasima. Mais ça ne va pas être possible pour l'instant à cause des talibans.* » Ces derniers sont à l'origine de son départ vers l'Europe : Hamed Rassoli a subi des intimidations et reçu des menaces de leur part en raison de ses reportages. Le mouvement islamiste les accusait d'attirer l'attention des forces armées étatiques sur leurs agissements. En 2016, le journaliste entame un périlleux voyage de six mois. « *J'ai traversé illégalement une quinzaine*



Le jeune homme en reportage aux côtés de la police afghane en 2015. © Hamed Rassoli

de pays avec tous les moyens de transport, notamment à pied. On marchait pendant des heures et des heures. » Passé par le Pakistan, l'Iran et la Turquie, il a ensuite franchi la mer pour aller en Grèce, avant de rejoindre la Serbie, la Hongrie, l'Autriche, et enfin la France.

Si Hamed Rassoli utilise le « on » pour décrire son trajet, ce n'est pas un hasard. Sur sa route, le jeune homme s'est entouré d'une vingtaine d'autres migrants pour survivre et surmonter le froid des montagnes, comme l'aridité des plaines. *« Il ne faut abandonner personne. Dans les hauteurs, on a vu des morts, des gens blessés qui ne pouvaient pas être transportés. »* Les provisions de chacun sont mises en commun. Notamment l'eau, souvent en trop faible quantité. Cette problématique n'a pas échappé aux locaux : une bouteille d'eau pouvait être vendue jusqu'à 20 euros.

Autre difficulté majeure, la traversée de la mer. Un épisode dangereux qui a fortement marqué le

**« LE BATEAU A FAILLI COULER,
LES FAMILLES COMMENÇAIENT À
FAIRE LEURS PRIÈRES »**

journaliste. Au milieu de la nuit, dans une petite ville proche d'Istanbul, Hamed Rassoli monte à bord d'un bateau gonflable, aux côtés d'une soixantaine de personnes. Une embarcation de fortune qui ne faisait pas le poids face aux vagues. *« Le bateau a failli couler. Les familles commençaient à faire leurs prières. Mais moi, je ne me rendais pas vraiment compte parce que j'essayais d'évacuer l'eau qui rentrait. »*

Le groupe est finalement secouru par un navire de la garde maritime grecque, qui les ramène jusqu'à l'île de Lesbos. Une fois sur la terre ferme, le jeune homme réalise qu'il avait frôlé la mort. *« Si on me demande de le refaire, j'en serai incapable. Mais à l'époque, c'était une question de survie. Je ne voulais pas rester en Turquie. »*

Une rencontre salutaire

Arrivé en Europe, Hamed Rassoli est confronté aux dures conditions des camps de réfugiés. Le journaliste dort dans des tentes, malgré le froid de l'hiver, et n'est pas correctement nourri. Il s'efforce alors de poursuivre son périple vers l'Ouest, en passant les frontières les unes après les autres, toujours sans papiers. *« On se faisait tout le temps attraper par la police, qui nous ramenait dans le pays précédent. Et on revenait. On faisait plusieurs essais avant de passer. »* Il arrive en France en mai 2016. L'Afghan n'a qu'un objectif en tête : trouver un média et reprendre son activité de journaliste. Mais la tâche est ardue. Hamed Rassoli ne parle pas bien français et ne possède pas de papiers d'identité. Le jeune homme ne



Le journaliste avec un groupe de résistants à Baghlan (Afghanistan), en 2016. © Hamed Rassoli

« EN TANT QU'ÉTRANGER, C'EST COMPLIQUÉ DE DEVENIR JOURNALISTE EN FRANCE »

se décourage pas et dort sous une tente à Paris, à même le bitume, jusqu'au moment où il obtient le statut de réfugié politique.

Prochaine étape : assimiler la langue de son pays d'accueil. Il part à Martigues, dans le sud de la France, afin d'apprendre le français avec l'aide d'une association, et fait la rencontre d'un professeur bénévole. Ce dernier décèle rapidement son potentiel et le prend sous son aile. « *Il était doué dans son domaine. Je le voyais quand il prenait des photos. Donc je l'ai aidé. Il est venu à la maison et je lui ai donné des cours personnalisés* », se souvient André Perez, avec qui le journaliste est toujours en contact.

Le retraité le décrit comme une personne volontaire et ambitieuse. « *Il s'en est sorti et je suis très heureux pour lui. On était un peu ses parents adoptifs avec ma femme. Ses parents français.* » Un soulagement pour la famille d'Hamed Rassoli, en partie restée en Afghanistan. Le professeur se souvient particulièrement d'un appel

avec le père de son protégé, pendant lequel il lui promettait de bien s'occuper de son fils. « *C'est difficile, je sais que ma sœur ne peut pas aller à l'école et que ma mère ne peut pas travailler. Ça me touche beaucoup, mais il faut encaisser* », souffle le journaliste, aîné d'une fratrie de neuf enfants. Un déchirement qu'il a réussi à canaliser avec le temps.

Reprise des études

Loin de se lamenter sur son sort, le jeune homme persévère, progresse rapidement en français et se rend à Paris. Il reprend ses études, se lance dans une licence de sciences politiques, puis dans un master de communication. À côté de ses formations, l'étudiant travaille comme caissier de supermarché, sans perdre son objectif de vue. Il intègre alors le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, qui lui permet de postuler pour son alternance chez TF1.

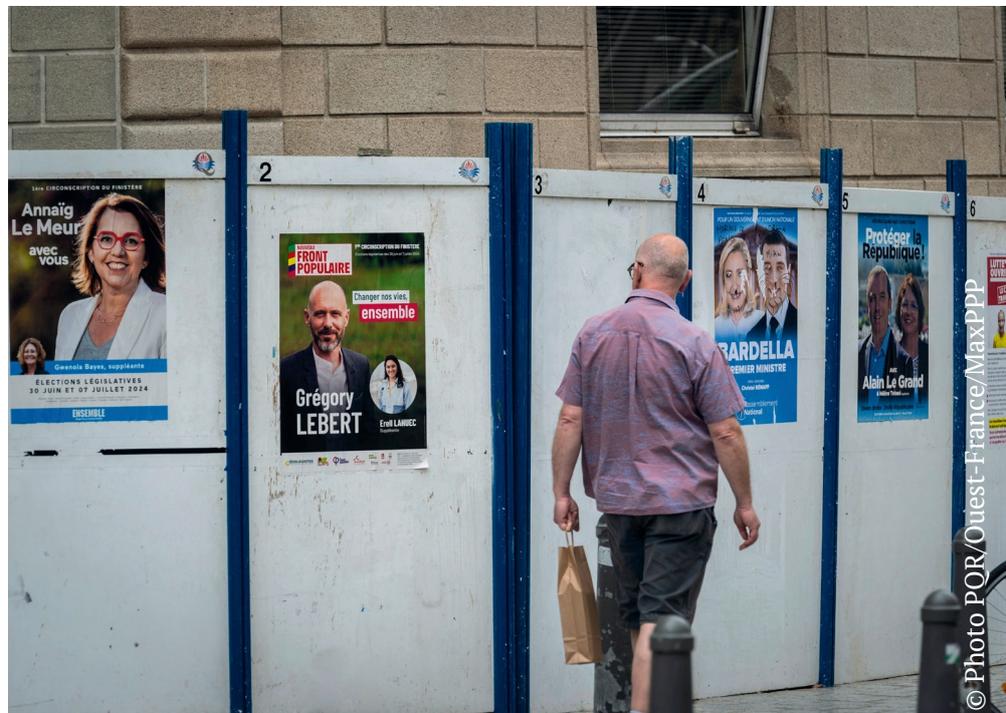
« *Il faut s'accrocher. J'ai vu pas mal d'injustices. En tant qu'étranger, c'est compliqué de devenir journaliste en France.* » Pendant cette période, Hamed Rassoli a pu compter sur l'aide de sa petite amie. « *Beaucoup de personnes lui ont dit que ce n'était pas possible, ou ne l'ont pas cru. Il a fallu qu'il se débrouille un peu par lui-même* », observe la future avocate en droit du travail, qui souligne sa persévérance. Un trait de caractère qui pourrait s'avérer bénéfique pour réaliser son rêve de fonder un média en Afghanistan. « *Une radio, peut-être ?* », s'interroge le journaliste. En attendant ce jour, la valise patiente. ●

BARRAGE RÉPUBLICAIN, UNE BARRIÈRE (IM)PERMÉABLE ?

Le score historique du Rassemblement national lors des législatives 2024 a été freiné par l'alliance du bloc du centre et de la droite avec celui de gauche. Cette percée, fruit d'un travail de dédramatisation, fragilise l'existence même d'un front républicain.

Texte : Hugo Raynaud

La mort de Jean-Marie Le Pen, le 7 janvier à 96 ans, a symboliquement tourné une page dans l'histoire de la politique française. Cependant, son héritage demeure bien présent. Celui qui était qualifié par ses détracteurs de « diable de la République » est parvenu dans une carrière longue de sept décennies à rassembler et élever l'extrême droite. Presque disparue après la Seconde Guerre mondiale, il l'a amenée jusqu'au second tour d'une élection présidentielle en 2002. Mais c'est sa fille Marine, qui lorsqu'elle prend la tête du Front national (FN) en 2011, décide de faire d'une stratégie imaginée à la fin des années 1980 la doctrine centrale de son parti afin de prendre le pouvoir. Exit, les provocations d'un homme condamné de multiples fois pour antisémitisme, racisme ou encore homophobie, c'est maintenant l'heure de la « dédramatisation » pour casser la barrière qui sépare l'extrême droite du reste de la politique hexagonale. Ce dogme est la solution pour diffuser petit à petit ses idées dans le débat public avec à la clé une meilleure respectabilité et une légitimité du FN, puis du Rassemblement national (RN) lors de son rebranding de 2018. « *Il y a d'abord eu une normalisation opérée par Marine Le Pen sur son image* », estime Erwan Lecœur, politologue spécialiste de l'extrême droite. Selon lui, cette stratégie a débuté avec ce qu'il nomme l'« effet Casimir ». Marine Le Pen s'adoucit et



**« IL Y A D'ABORD EU UNE
NORMALISATION QUE MARINE
LE PEN A OPÉRÉ AUTOUR DE SON
IMAGE »**



Une manifestation contre l'extrême droite le 25 avril 2002, à Toulouse. © Maxppp

Jean-Marie Le Pen au second tour avait provoqué un séisme dans la société avec de grandes manifestations à travers la France. Elle s'était aussi traduite par une mobilisation massive des électeurs de gauche au profit de Jacques Chirac, victorieux avec 82 % des voix. Un président réélu qui avait refusé de débattre avec son adversaire inattendu pour ne pas « banaliser » les idées de l'extrême droite. À présent, les déclarations de figures

se différencie de son père en étant « moins axée sur des notions anciennes comme l'Algérie française ou la lutte contre le droit à l'avortement ». L'idéologie se modernise, tout en restant finalement relativement similaire à celle portée par Jean-Marie Le Pen. Pour ce faire, « elle s'entoure de conseillers issus de la droite traditionnelle et d'énarques afin d'attirer un nouvel électorat ». Elle ne se cantonne plus aux votes « d'hommes âgés, riches, citadins, avec des idées très proches de l'extrême droite traditionnelle ».

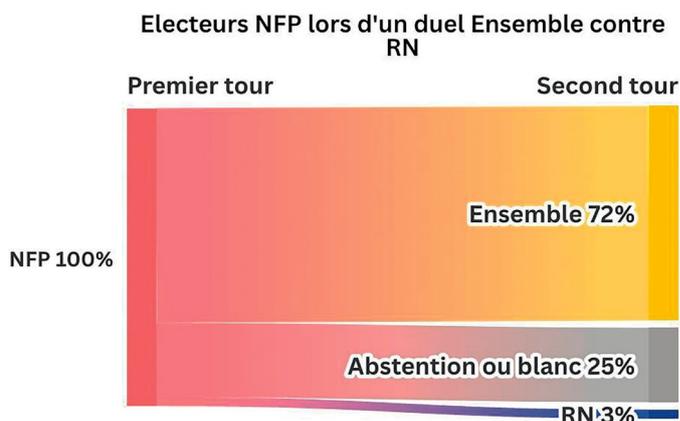
D'extrême droite à « protestataire »

Une dédramatisation nécessaire pour métamorphoser l'image de son parti. Car le RN fait face à un constat simple : le système électoral français, avec son élection à deux tours, ne permettra jamais à son camp d'atteindre le pouvoir s'il reste isolé et en dehors de l'arc républicain. Face à la résurgence de l'extrême droite depuis les années 1980, les autres partis ont mis en place un mécanisme pour l'empêcher d'arriver aux responsabilités. Barrage républicain, front républicain ou encore cordon sanitaire... Peu importe son nom, il rassemble à chaque fois une coalition s'étalant de la gauche radicale à la droite conservatrice. Cette alliance temporaire et hétéroclite ne s'est pas limitée aux élections présidentielles, mais a pu exister lors de scrutins locaux. Avec plus ou moins de succès selon les périodes. Il est loin, aujourd'hui, l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2002. La qualification de

politiques de partis dits traditionnels, considérant que le RN est une formation politique comme une autre, ne sont plus des exceptions. Ainsi, l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy affirmait en septembre dernier trouver « scandaleux qu'on dise que Marine Le Pen n'appartient pas à l'arc républicain ». Ou encore le Premier ministre, François Bayrou, qui estimait en décembre que le RN était un parti « protestataire », quand on lui demandait s'il était d'extrême droite. Une déclaration qui avait provoqué des critiques à gauche et la gêne dans son propre camp.

Ces prises de positions ne sont peut-être que le reflet d'une nouvelle réalité politique. Le RN, considéré comme l'outsider qui semblait avoir atteint son plafond de verre autour de 15% dans les années 2000, est devenu

Comment les électeurs NFP ou



depuis les européennes de 2014 une force politique majeure qui ne descend plus, sauf exception, sous les 25 %. Les sondages démontrent que ce n'est plus une honte de voter pour l'extrême droite, comme cela pouvait encore être le cas il y a une dizaine d'années. « C'est vrai qu'aujourd'hui un verrou a sauté. Il n'y a plus cette distance prise par rapport à cette formation politique de la part des électeurs. Le parti a gagné en légitimité aux yeux de l'opinion publique », analyse Benjamin Biard, docteur en sciences politiques au sein du Centre de recherche et d'information socio-politiques. « Ce n'est plus qu'un citoyen sur deux qui considère ce parti comme dangereux pour la démocratie », ajoute-t-il.

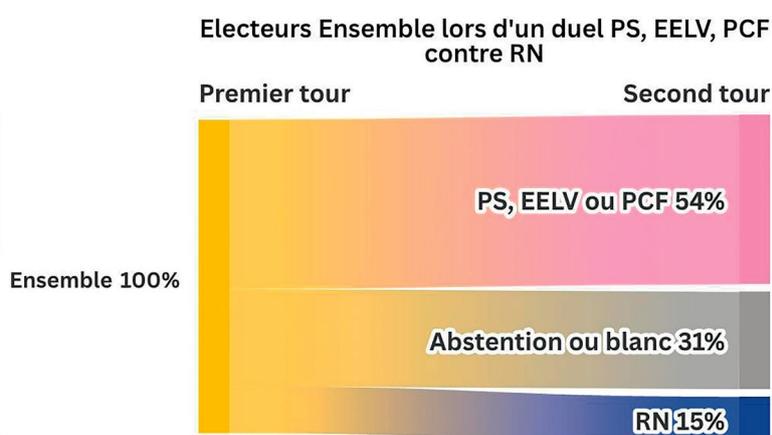
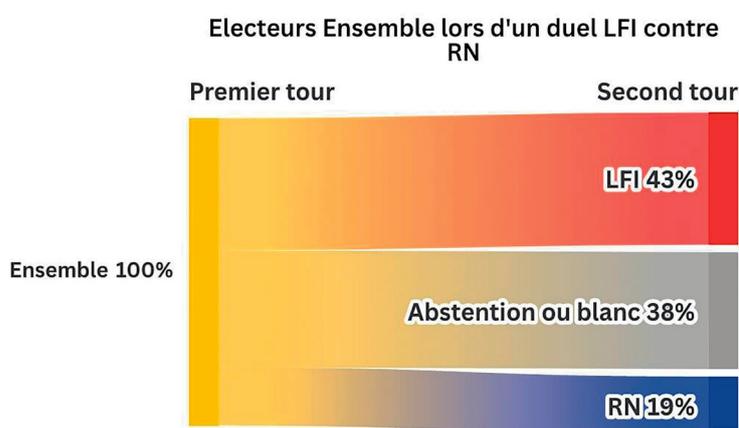
Le front républicain résiste

C'est pourtant dans ce contexte que les électeurs ont été appelés à suivre le barrage républicain à quatre reprises depuis 2017. Pour les seconds tours des présidentielles de 2017 et 2022 et lors des législatives de 2022 et 2024. Pour ce dernier scrutin, mis à part quelques exceptions locales lors de triangulaires, le retrait du candidat du front républicain en troisième position a toujours eu lieu pour contrer la percée historique d'un RN qui se voyait déjà entrer à Matignon avec ses 33 % des voix lors du premier tour. « Il y a eu des appels qui étaient très clairs à cause de l'enjeu et cela a été efficace », explique Tristan Haute, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Lille. Il note « un très bon report des voix de gauche vers la droite, mais clairement pas dans l'autre sens. Combien de temps les électeurs de gauche vont-ils accepter cela ? » Les résultats montrent clairement que le camp présidentiel et Les Républicains (LR) ont le plus profité des face-à-face avec le RN en

« IL N'Y A PAS À DROITE UN FRONT RÉPUBLICAIN MASSIF »

remportant la grande majorité des seconds tours. Du côté de la coalition de gauche, ce ne sont que deux élections sur trois. Résultat : une Assemblée nationale divisée en trois blocs qui semblent irréconciliables. « C'était la première fois que la droite était appelée à voter à cette échelle pour la gauche. Normalement, c'est toujours l'inverse. La sociologie du vote montre que les électeurs LR ont plus voté pour le RN. Il n'y a donc pas à droite un front républicain massif », estime Erwan Lecœur. Pour les centristes d'Ensemble, les limites dans ce barrage républicain se sont remarquées lorsqu'il a fallu voter pour La France insoumise (LFI) ou un autre parti de gauche. Les socialistes, écologistes et communistes ont bien plus profité du report de voix que le mouvement de Jean-Luc Mélenchon. « On voit qu'il y a une diabolisation de LFI et une volonté de les sortir de cet arc républicain, alors que le RN continue sa normalisation parce qu'il veut devenir le grand parti de la droite », note Tristan Haute. Un pari de longue haleine qui n'est pas encore gagné, mais qui n'a jamais été aussi proche de se réaliser. La récente alliance d'Éric Ciotti, figure de la droite conservatrice et ancien président des Républicains, avec le RN l'illustre parfaitement. Au final, le barrage républicain plie mais ne rompt pas. Néanmoins, les fissures n'ont jamais été autant visibles. ●

Ensemble ont voté lors d'un duel contre le RN au second tour des législatives 2024 ?



Source : Ipsos / Talan © Clément Vogt



MÉGA CANAL OU MÉGA ARNAQUE ?

Réduire l'impact environnemental du transport de marchandises, c'est l'objectif du canal Seine-Nord Europe qui doit relier les départements de l'Oise et du Nord. Un projet pas si vert pour ses opposants.

Texte : Emilien Laquieze-Malmartel

107 kilomètres de long. 54 mètres de large. 64 communes traversées. C'est un projet titanesque* qui se dessine dans le nord de la France. Son nom : le canal Seine-Nord Europe (CNSE). Il vise à relier Compiègne, dans l'Oise, à Aubencheul-au-Bac, dans le Nord, d'ici à 2030, pour rejoindre un canal déjà existant, Dunkerque-Escaut. Plus largement, cet aménagement doit permettre de connecter la Seine et la rivière Oise au réseau fluvial européen « *entre la France, la Belgique et, au-delà, les Pays-Bas et l'Allemagne* », présente la Société du canal, à la tête du projet. Les ports de Paris, Rouen ou du Havre pouvant être directement reliés aux infrastructures du nord, comme Anvers ou Rotterdam, les deux plus gros ports d'Europe. L'objectif final est simple : tenter de décarbonner

le transport de marchandises. « *Avec des émissions de CO2 de trois à cinq fois inférieures au routier par tonne de marchandise, le fluvial est un mode écologique* », assurent les promoteurs. Les péniches les plus larges pourront transporter l'équivalent de 220 camions. Jusqu'à présent, seule une voie de transport efficace existe entre le Bassin parisien et le nord de l'Europe : l'autoroute A1. Aujourd'hui, elle est saturée avec jusqu'à 179 000 véhicules par jour, sur certaines sections, dont près d'un quart de camions, d'après les données de trafic du ministère de la Transition écologique. Le rail n'étant encore que peu utilisé.

Le chantier a débuté en 2022. Les marchés publics concernant le creusement du canal vont être lancés « *en 2025* », d'après la Société du canal qui a obtenu les autorisations environnementales en août 2024. Tout roule donc pour ce projet. Ou presque... Le 6



décembre, deux associations environnementales ont déposé un recours au tribunal administratif d'Amiens, afin de contester les dernières autorisations du chantier. De quoi risquer de faire plonger ce projet « *qui est complètement illogique* », selon Antoine, membre du collectif Méga canal non merci, qui ne préfère pas donner son nom.

Objectifs surestimés

Comme lui, ils sont une centaine à protester contre cette réalisation. Ils installent des banderoles, font du porte à porte et alertent les médias sur ce projet. Et leurs arguments sont nombreux. D'abord, les objectifs de réduction des effets de serre promis par les constructeurs leurs semblent irréalistes. « *D'après les hypothèses, on arrivera à équilibrer le CO2 émis durant le chantier au bout de neuf ans, soit en 2040. Mais théoriquement, il n'y aura plus de camions thermiques d'ici là car ils doivent être interdits à partir de 2035* », dénonce Antoine. Si la vente de véhicules thermiques sera effectivement interdite, leur utilisation sera cependant toujours possible.

Pour le collectif, l'utilisation des barges de transport serait également surévaluée. « *Seulement 3 % des marchandises passeront de l'A1 au canal dont les produits agricoles ou les minerais. Le reste, comme l'alimentaire, restera dans les camions* », affirment-ils. Une surestimation confirmée par la Cour européenne des comptes. Dans un rapport publié en 2015, elle constatait que « *malgré les efforts financés par l'UE pour transférer le transport*

de marchandises en Europe des routes vers le transport fluvial, la part modale de ce moyen de transport a progressé lentement au cours des 15 dernières années ». En d'autres termes, malgré les sommes énormes dépensées, le fluvial n'a pas pu remplacer le transport par camions, selon ce rapport. Pour l'Inspection générale des finances : « *Les prévisions de trafic doivent être revues à la baisse* », indiquait-elle dans un rapport publié en 2013. Cependant aucun des deux rapports ne confirme le chiffre avancé par le collectif. De son côté, la Société du canal estime que ce chantier permettra de donner d'autres options aux entreprises qui pourraient se lancer plus facilement dans le transport bas carbone. « *Le projet offre des solutions logistiques plus écologiques aux entreprises et donc les aide à évoluer vers des pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement, en intégrant le fluvial dans leurs chaînes logistiques* », détaillent les promoteurs qui défendent aussi ce mode de transport plus économique « *grâce à la massification des marchandises* ». C'est d'ailleurs une des recommandations de la Cour européenne des comptes dans son rapport de 2015 : « *éliminer les goulets d'étranglement* », comme cette zone qui bloque, jusqu'à présent, la création d'un réseau fluvial européen à grand gabarit. Ce dernier pourrait inciter les entreprises à se tourner vers ce mode de transport.

Problème, le projet actuel n'inclut pas les aménagements nécessaires pour adapter la rivière Oise au passage de ces embarcations et « *au nord, les ponts ne sont pas assez grands* », déplore Antoine. *C'est comme si vous*



aviez une autoroute qui débouchait sur deux routes nationales que vous n'avez pas prévu d'adapter. » En réalité, ces adaptations sont envisagées dans le projet Mageo, qui doit rendre l'Oise navigable aux péniches XXL, pour plus de 400 millions d'euros. Mais cet aménagement n'a pas encore obtenu les autorisations nécessaires et pourrait bien être achevé après la mise en service du CSNE.

Un risque pour la biodiversité

L'autre enjeu de ce projet est son impact sur l'environnement. Des coupes d'arbres sont prévues, tout comme le retrait de 78 millions de m³ de déblais. Des conséquences qui n'ont pas été prises à la légère par la Société du canal. Elle affirme vouloir réaliser « 1 200 hectares d'aménagements écologiques ». Des habitats favorables aux espèces animales et végétales doivent être créés, comme des passages permettant à la faune de traverser le canal, ou la « création ou restauration de zones humides ». Des plantations d'arbres ont déjà été réalisées. La commission d'enquête publique souligne d'ailleurs les efforts du projet qui s'est engagé à créer ou restaurer « au minimum 2,3 fois plus d'habitats naturels qu'il n'en

« AUCUNE GARANTIE QUE LES AMÉNAGEMENTS FUTURS VONT AVOIR UN IMPACT POSITIF »

a détruit ».

Pour certains, cette compensation de la nature a ses limites. « On est inquiets, souligne Mathilde Castro, directrice de la fédération départementale de pêche de l'Oise. On détruit quelque chose qui fonctionne, sans garantir que les aménagements futurs vont avoir un impact positif. » Des préoccupations qui portent notamment sur les travaux réalisés pour rendre l'Oise navigable. D'après elle, la rivière est actuellement très favorable à la reproduction des poissons, comme les brochets, et ce projet fait peser sur sa fédération le risque de perdre en attractivité. « Ça va nous faire perdre des pêcheurs. C'était un secteur très apprécié car il est naturel



Le canal pourra accueillir des embarcations capables de transporter l'équivalent de 220 camions. © PIXXIM-SCSNE



Plantation d'arbres par la Société du canal, près de Ribécourt-Dreslincourt. © SCSNE

et bénéficie d'une bonne densité de poissons », détaille Mathilde Castro qui regrette de ne « pas avoir eu son mot à dire » lors des consultations.

Pour les élus locaux, les promesses d'emploi ont pris le dessus sur l'impact environnemental du projet, dans cette région où le taux de chômage atteint 9,1 % de la population active, au 3^e trimestre 2024, contre 7,4 % sur l'ensemble du territoire. « *Au début on se disait qu'on avait déjà un canal (canal de la Sensée qui relie Cambrai à Douai, NDLR), une ligne de chemin de fer, des routes départementales, ça suffisait. Mais après, on s'est aperçu que ça allait amener des emplois », indique Michel Prettre, maire d'Aubenneuil-au-Bac.*

D'abord, grâce à la construction elle-même et les travailleurs qu'elle amènera et qui devront être nourris et logés jusqu'en 2030. « *Ça va faire bosser les gens du coin », se réjouit le maire de cette commune d'à peine plus de 500 habitants. Et dans un second temps, c'est le futur port intérieur de Marquion-Cambrai, deux villes voisines, qui pourrait amener de l'activité à long terme.*

« ÇA VA FAIRE BOSSER LES GENS DU COIN »

Ce sont 5 000 emplois directs qui pourraient être créés grâce à ce projet. Une promesse qui semble bien faible au vu de l'investissement, pour d'autres élus locaux. « *Le coût de revient par emploi est hallucinant pour le contribuable », dénonce Baptise de Fresse de Monval, maire Les Écologistes de Margny-sur-Matz, commune de 550 habitants située à quelques kilomètres. Pour lui, la création du canal aurait dû être accompagnée de péages routiers pour inciter les entreprises à emprunter la voie fluviale. Des idées qui n'ont pas été écoutées par les promoteurs. « Les habitants de ma commune considèrent que c'est une gabegie financière. Les gens disent qu'ils auraient quelques idées pour mieux dépenser cet argent. » De leur côté, Yaël Ménaché et Alexandre Dufosset, députés Rassemblement national des circonscriptions traversées par le canal, n'ont pas souhaité répondre à nos sollicitations.*

Désormais, les opposants réaffirment leur détermination à faire annuler le projet. Le collectif Méga canal non merci annonce déjà « *un grand événement au printemps », sans en dire davantage sur la nature de la manifestation. Baptise de Fresse de Monval espère voir une contestation à l'image de l'opposition à l'autoroute A69, qui doit relier Toulouse à Castres. « On n'est pas à l'abri qu'il y ait une mobilisation massive qui pourrait changer les choses. » ●*

**Budget évalué à 5,1 milliards d'euros en 2019 et actuellement « en cours de réévaluation », d'après la Société du canal. Selon ses opposants, la facture pourrait s'élever à près de 8 milliards d'euros.*



Calvados
LE DÉPARTEMENT

24

105



ULTRA-TRAIL

PLUS LOIN, PLUS HAUT, PLUS FORT

L'ultra-trail, épreuve d'endurance, met le corps humain face à ses limites et expose les coureurs à de nombreux risques mais surtout à un dépassement de soi. L'organisme de l'homme, un être endurant, est-il adapté aux disciplines extrêmes ?

Texte : **Charlotte Sirieys**

Les mains sur les genoux, le souffle court, les jambes qui tremblent et le corps maculé de boue. Dimanche 1^{er} décembre, 364 traileurs et 38 traileuses ont franchi la ligne d'arrivée de la Lyon SaintéLyon dès 7 h 22 avec des signes de fatigue et les visages marqués par 164 kilomètres, dont 4 550 mètres de dénivelé positif, parcourus entre 17 et 31 heures.

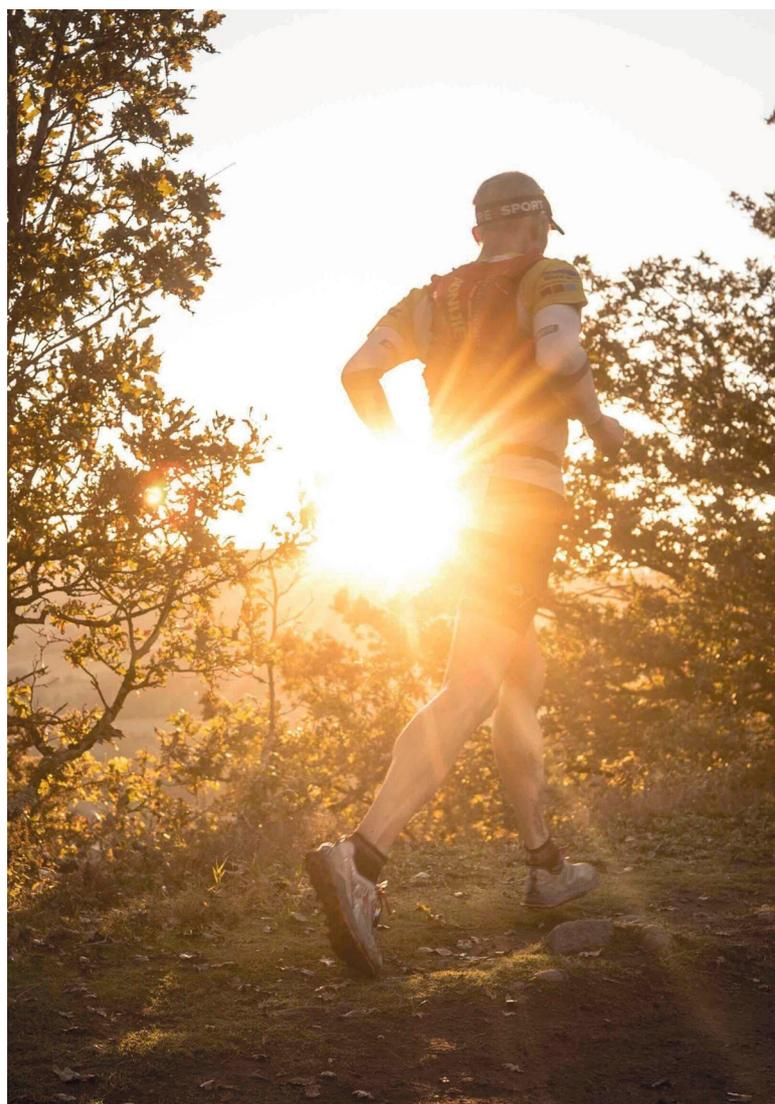
600 dossards, très précieux, ont été distribués sur cette distance pour la 70^e édition de la course historique. La pratique de l'ultra-trail, qui consiste à parcourir de longues distances dans des environnements naturels, parfois hostiles, dépassant souvent les 100 kilomètres, est de plus en plus répandue. En trail, 1,2 million de personnes – sur 12,5 millions d'adeptes de la course à pied d'après les chiffres de l'Observatoire du running 2024 – repoussent les limites de l'endurance et mettent leur corps à l'épreuve. En 2023, on recensait plus de 2 000 événements de trail organisés dans le pays, un chiffre qui a presque doublé en une décennie. Par exemple, l'Ultra-trail du Mont-Blanc (UTMB), devenu une référence mondiale, accueille chaque année plus de 10 000 participants de 100 nationalités différentes. Cet engouement s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'attrait croissant pour les activités en pleine nature et le dépassement de soi. « *J'avais la volonté d'être un peu plus libre et de partir*

plus dans des endroits naturels », confirme Xavier Staat, finisher de la Lyon SaintÉlyon en 25 h 07.

Pourtant, l'ultra-trail, apparu en France à la fin des années 1980 et connu comme extrême, polarise les débats. « *Si vous annoncez que vous préparez l'UTMB, vous pouvez avoir certaines personnes autour de la table qui vont trouver ça incroyable, dire que c'est un exploit et que vous deviendrez un héros si vous réussissez. À l'inverse, il y a des gens qui vont dire que vous êtes complètement fou et que c'est extrêmement délétère pour la santé »,* affirme Grégoire Millet, ex-triathlète professionnel et professeur ordinaire de physiologie (partie de la biologie qui étudie les fonctions et les propriétés, NDLR) de l'exercice et physiologie environnementale à l'Institut des sciences du sport de l'université de Lausanne (Suisse). « *Les personnes de mon entourage ont du mal à comprendre l'intérêt. Je pense qu'elles n'arrivent pas à voir où se trouve le plaisir et y voient plus de la souffrance »,* avoue, de son côté, Xavier Staat, ultra-traileur de 23 ans originaire d'Alsace.

Les abandons, un apprentissage sur le corps humain

La discipline exige une endurance exceptionnelle et une bonne gestion des ressources du corps. L'homme est physiologiquement adapté à la course de longue durée grâce à son anatomie, comme le souligne Benoit Mauvieux, enseignant chercheur en sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) à l'université de Caen et spécialiste en physiologie des environnements extrêmes. « *La voûte plantaire est faite pour réceptionner une charge, le talon d'Achille pour amortir le choc »,* ajoute-t-il. Cependant, l'effort demandé en ultra-trail dépasse de loin ce que notre organisme expérimente habituellement. Pour réussir, il ne suffit pas d'être physiquement fort, il faut aussi un contrôle précis des processus internes qui permettent au corps de fonctionner dans des conditions extrêmes. La performance repose sur plusieurs piliers fondamentaux. D'abord, une foulée efficace est essentielle : « *Il faut avoir une foulée relativement économique, sans geste parasite »,* explique Benoit Mauvieux. Cette optimisation du mouvement permet de réduire les pertes énergétiques et d'économiser de précieuses réserves de glycogène, une ressource indispensable pour alimenter les muscles sur de longues périodes. Ensuite, la thermorégulation, mécanisme qui permet à l'organisme de conserver la température souhaitée, joue un rôle crucial. À cela,





© Alexis Berg

« DÉPASSER LES LIMITES DE L'ORGANISME NE VEUT PAS DIRE GRAND-CHOSE »

s'ajoute l'importance d'une alimentation régulière et d'une hydratation suffisante. « *Si tout se passe bien au niveau du corps, et que vous arrivez à continuer à vous hydrater et à alimenter vos muscles, on peut dire que l'effort est quasiment illimité* », rappelle le chercheur. Mais il ne faut pas oublier que les risques ne sont pas négligeables : lésions musculaires, problèmes gastro-intestinaux ou encore épuisement psychologique sont autant de menaces qui planent sur les coureurs. Toutefois, Grégoire Millet insiste sur un point clé : la santé repose sur « *le dialogue satisfaisant entre les différents organes* ».

En ultra-trail, les abandons sont une réalité fréquente, souvent inévitable. Ces renoncements ne sont pas uniquement liés à la fatigue ou à un manque d'entraînement, mais à une interaction complexe de facteurs physiologiques et environnementaux. « *À partir*

du moment où vous ne pouvez plus vous réhydrater, vous n'avez pas d'autre choix que d'abandonner », souligne l'ancien triathlète. La distance extrême de ces courses impose des contraintes intenses sur le corps et lorsqu'un de ces paramètres est compromis, l'organisme peut rapidement atteindre un point de non-retour. Parmi les causes, « *30 % des abandons sur une course sont liés à des problèmes gastriques, à l'incapacité de s'alimenter* », précise Benoit Mauvieux. Ces troubles peuvent être déclenchés par de multiples facteurs : une anxiété liée à la compétition, une mauvaise gestion de l'allure, une hydratation inadaptée ou encore l'alternance entre le chaud et le froid. S'ajoute le stress de l'effort prolongé, qui perturbe la digestion et peut conduire à une incapacité à absorber l'eau ou les nutriments nécessaires. La distance elle-même joue un rôle clé, car elle amplifie l'usure du corps et modifie le type et la localisation des blessures. Mais les athlètes tentent de repousser cette limite qui n'est pas une option pour eux au départ de la course. « *Quand ça ne va pas, je pense aux longs mois de préparation* », souligne Xavier Staat.

Pour les chercheurs, les abandons représentent une source précieuse d'apprentissage. « *Les non-finishers sont des gens qui nous intéressent énormément parce que leur détresse nous permet de comprendre ce qui se passe dans le corps et quand ça bascule* », souligne Benoît Mauvieux. Étudier ces moments où le corps flanche permet d'affiner les connaissances sur les « *limites humaines* », mais aussi d'améliorer les stratégies de préparation et de gestion des efforts dans des conditions extrêmes.

Alors qu'on peut souvent associer l'ultra-trail à l'idée de repousser les limites du corps humain, cette notion mérite d'être nuancée. Selon Grégoire Millet, « *dépasser les limites de l'organisme ne veut pas dire grand-chose* », car ces limites sont personnelles. Un individu non entraîné, confronté à un effort extrême, peut subir de graves conséquences, notamment cardiovasculaires, et mettre sa santé en danger. « *Si je me laisse le temps de bien me préparer et que je peux m'entraîner correctement, je pense que je ne suis pas prêt de voir ma*

limite tout de suite, confirme Xavier Staat qui a réalisé un 70 kilomètres ainsi qu'un 100 kilomètres entre avril et septembre 2024, avant la Lyon SaintÉLyon. Si on s'entraîne correctement, je ne suis pas sûr qu'il y ait vraiment une limite [physique]. »

Le dépassement de soi en ultra-trail ne se réduit pas à une simple préparation physique. « *Il y a pas mal de gens qui grillent un peu les étapes, qui vont rapidement arriver à des formats de course un peu longs, et leur physiologie n'est pas encore adaptée* », met en garde Benoit Mauvieux. Cette précipitation peut entraîner des blessures, du surentraînement et même une détérioration globale

« IL Y A DES DÉRIVES COMPORTEMENTALES SUR L'ADDICTION À L'ACTIVITÉ »

Un ultra-traileur passe une batterie d'examens lors du trail scientifique de Clécy, en 2021. © Alexis Berg



de la santé. L'enseignant chercheur en Staps s'inquiète également des aspects psychologiques : « *Il y a quand même des dérives comportementales sur l'addiction à l'activité, à la dépendance à la dopamine.* » L'Alsacien, lui, avoue ne pas pouvoir se passer de la course à pied et entretenir un goût certain pour les longues distances. « *Je ferai plus long [que 164 kilomètres] mais pas forcément tout de suite. Je veux voir jusqu'où on peut aller, assure-t-il. En augmentant la distance, on se rend compte que c'est loin d'être insurmontable donc on a envie de se lancer un défi un peu plus dur. Une fois qu'on fait des distances un peu élevées, on perd un peu le côté raisonnable dans la manière dont on voit la course.* »

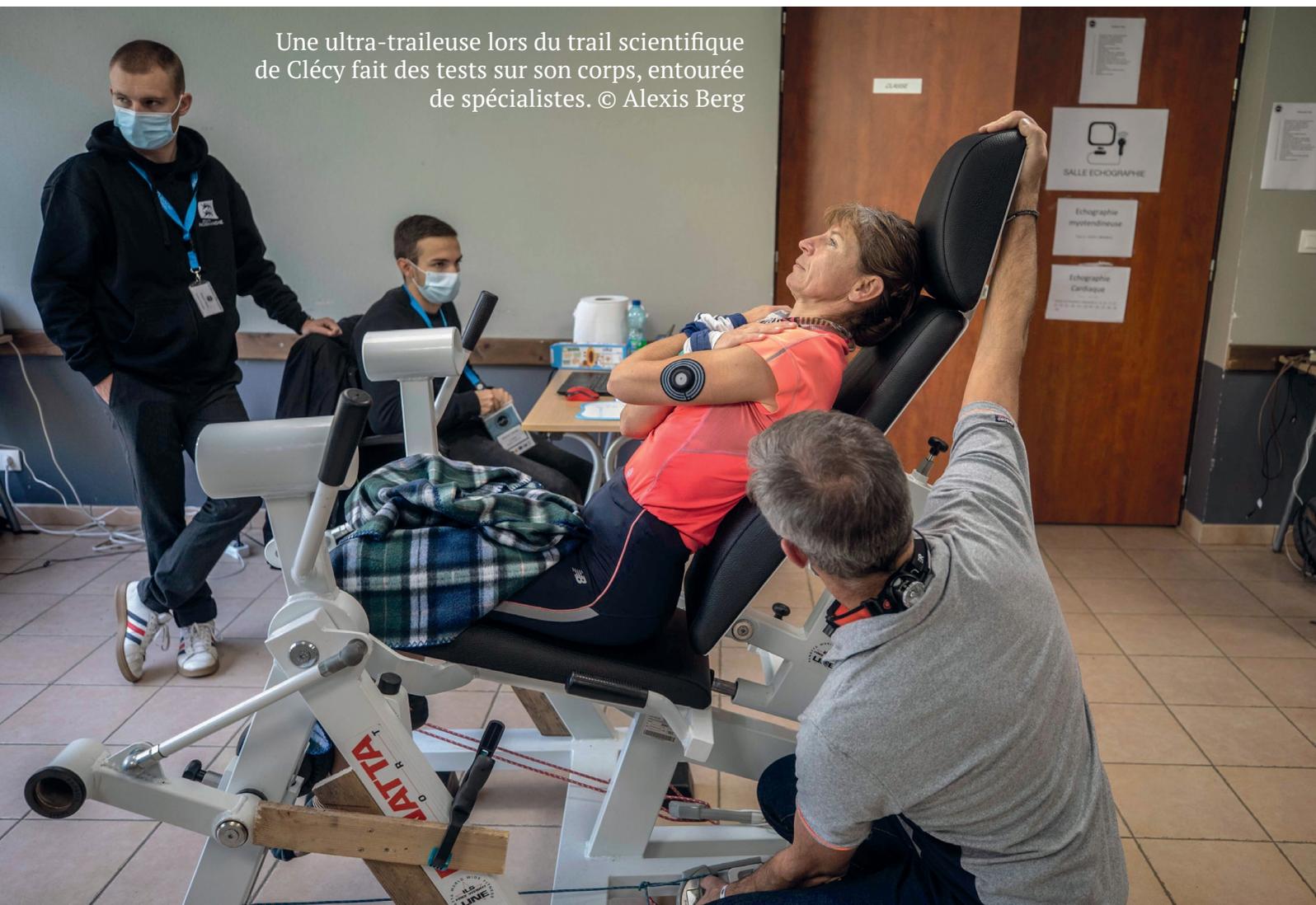
L'ultra-trail ne représente pas un dépassement universel des limites humaines, mais plutôt un équilibre entre préparation, écoute de soi et gestion du risque.

Bien que nombreuses ces dernières années, les recherches sur la façon dont cette discipline extrême impacte le corps humain ne sont pas encore toutes abouties. Pour en savoir encore plus sur l'aspect physiologique, Benoit Mauvieux a mis en place le premier trail scientifique au monde en 2021, à Clécy (Calvados). Une soixantaine de sportifs ont pris le

départ de la course, « *où on a poussé le sujet dans ses retranchements de fatigue* », dédiée à la compréhension des mécanismes déterminants dans la performance en course trail de longue distance. Tout au long d'un circuit de 156 kilomètres (six boucles de 26 kilomètres avec 6 000 mètres de dénivelé au total), des équipes médicales ont observé en temps réel les effets de la course au niveau du corps humain. « *On est allés chercher une vingtaine de variables physiologiques, des marqueurs du sang, la force musculaire, la vigilance, la glycémie, des marqueurs inflammatoires* », précise Benoit Mauvieux. « *Ça nous permet de mettre en place des modèles de compréhension du corps humain, et de voir comment le corps et la physiologie réagit, comment le système nerveux central et périphérique s'adapte ou encore qu'est-ce qui fait basculer qu'un sujet, à un moment donné, va abandonner ou va être finisher* », explique-t-il.

Alors que les 16 laboratoires qui ont collaboré lors de ce trail scientifique ont déjà sorti leurs propres mesures, une grande synthèse des résultats aura lieu lors d'un congrès ultra endurance et conditions extrêmes le 6 avril. De quoi poursuivre la découverte des secrets et des capacités du corps humain à l'épreuve. ●

Une ultra-traileuse lors du trail scientifique de Clécy fait des tests sur son corps, entourée de spécialistes. © Alexis Berg





KARIM MOKHTARI, REPENTI ENGAGÉ

Avant d'aider les autres à éviter la prison, Karim Mokhtari a d'abord été un homme violent qui a connu les barreaux. Une histoire personnelle qui lui permet d'accompagner les détenus pour prévenir la récidive et encourager la réinsertion.

Texte et photos : **Emilien Laquieze-Malmartel**

Barbe fournie, carrure imposante, casquette « Pitbull » vissée sur la tête... le physique impressionne. Mais, l'accueil est chaleureux sur cette terrasse angevine qui surplombe la Maine. Le temps de se saluer et de commander un café, les aboiements font rage. Autour de Karim Mokhtari, deux chiens qu'il tient solidement en laisse et qui ne le quittent jamais : Baya, un bully, et Benab, un pit-bull américain. « *Ce sont mes compagnons. Ils me permettent d'évacuer la charge émotionnelle* », glisse l'ancien détenu, âgé de 46 ans, condamné en 1999 pour un braquage qui a mal tourné. Les deux molosses l'accompagnent dans ses interventions, même en prison. C'est le quotidien de ce Francilien de naissance qui tente de prévenir la récidive.

Depuis 2012, il donne tout son temps et toute sa personne dans le milieu carcéral. D'abord comme

vice-président de l'association Carceropolis, qui donne à voir la prison autrement. Mais surtout avec 100murs – dont il est directeur – pour laquelle il intervient auprès de détenus ou de jeunes en foyer. « *Ils vivent ce que j'ai vécu. Mon témoignage, c'est mon outil.* » Une histoire qu'il raconte dans son livre *Rédemption : itinéraire d'un enfant cassé*, publié en 2013. Ses punchlines sont rodées et touchent ceux qu'il accompagne. « *Avant, quand je rencontrais quelqu'un, je me demandais ce que je pouvais lui prendre. Maintenant, c'est ce que je peux lui apprendre* », lâche-t-il avec le rythme d'un rappeur qui récite son meilleur couplet.

« Il me faut une prison »

Revenir sur son passé est devenu son activité principale, sa manière à lui de se faire pardonner. Karim Mokhtari dit réaliser sa peine « *depuis le jour de [sa] libération* », en 2002. Il tente de se racheter par ses actions, en parcourant la France de la métropole jusqu'à l'Outre-mer. « *J'ai besoin d'être sur les routes, sur le terrain. Il me faut une prison* », souligne l'ancien coordinateur national de l'association Unis-cité, où il accompagnait des jeunes en service civique. Il se mue en apôtre de la « bonne » parole : celle du pardon, celle d'un homme qui veut éviter que d'autres commettent les mêmes erreurs que lui. Car avant d'aider les taulards, l'intervenant est passé derrière les barreaux.

Durant son séjour de plus de six ans en prison, Karim Mokhtari, tout juste majeur, est d'abord un homme violent. Il reproduit ce qu'il a toujours connu. Une enfance « *cassée* », marquée par la maltraitance de son beau-père qui l'initie au braquage à l'âge de 12 ans. « *Quand je rentrais à la maison avec de l'argent, c'étaient les seuls moments où ça se passait bien* », se souvient le quadragénaire. Classé détenu particulièrement surveillé, il connaît une quinzaine d'établissements pénitentiaires différents. « *Les voyages forment la jeunesse.* »

Sans jamais retomber

Des transferts qui permettent des rencontres qui vont compter. Un aumônier et un détenu âgé vont ainsi lui promettre un avenir meilleur et lui redonner espoir. Il reprend ses études, « *travaille sur [sa] violence* », et finalement rencontre celle qui deviendra sa

« J'Y SUIS ARRIVÉ, POURQUOI PAS TOI ? »

femme et la mère de ses deux filles, désormais âgées de 17 et 22 ans. « *C'est la bascule de ma vie. J'avais maintenant quelque chose à perdre.* » Malgré ce « *dur isolement* », le jeune détenu réussit à changer. « *Les addictions, j'ai arrêté. J'étais violent, je ne le suis plus. Impulsif, je suis devenu patient.* »

Alors, son argumentaire auprès des détenus est tout trouvé : « *J'y suis arrivé, pourquoi pas toi ?* » Des interventions qui semblent porter leurs fruits. « *L'agenda est plein. On a de bons retours de l'administration*, indique Julien Villalard, président de l'association 100murs. *Il a un témoignage très puissant et arrive à tisser des relations avec les jeunes et les détenus. Quand on n'a pas vécu la prison, on n'est pas crédible et ils rigolent.* » Karim Mokhtari n'est jamais retombé. « *Quelqu'un est venu me chercher à ma sortie de prison et m'a proposé un braquage avec beaucoup d'argent à la clé. J'ai dit non* », assure-t-il. Sa mission, il veut la poursuivre « *tant qu'il y a du carburant* ».

L'Angevain compte désormais se tourner vers les chiens, « *sa passion* ». Comme pour les humains, il souhaite accompagner et protéger ces animaux. Son association, Les chiens de l'ombre, a pour objectif de réhabiliter les canins jugés violents afin qu'ils puissent retrouver une famille d'adoption. Sa manière à lui de dire que tous méritent une seconde chance. ●



LE GARDIEN DES ARTS

Nathan Godfroid, 24 ans, est le chef de la sécurité du musée des Abattoirs, à Toulouse. Un rôle qui lui donne accès à toutes les salles, faisant de lui le protecteur des 3 870 œuvres que compte le musée.

Texte et photo : **Romain Sanchez**

Depuis le poste central de sécurité, situé près de l'entrée des Abattoirs, Nathan Godfroid a un œil sur l'ensemble du dispositif de protection du musée d'art contemporain, qui accueille en ce moment l'exposition temporaire du rappeur Oli. Grâce à son talkie-walkie et à un logiciel de main courante sur son ordinateur, il peut suivre en temps réel les rondes de ses agents et être alerté en cas de problème. Veste rouge, treillis noir et bottes : il arbore l'équipement standard de l'agent de sécurité. Le trousseau de clés qui pend à son ceinturon lui donne accès à toutes les pièces du musée. Un avantage qui suscite la curiosité de son entourage. *« Mes proches me demandent si j'ai accès à des endroits cachés qui ne sont pas accessibles au public. Évidemment la réponse est oui, parce qu'en tant qu'agent de sécurité, il faut qu'on puisse avoir accès à tout le musée. »*

En plus des salles d'exposition, Nathan Godfroid et ses agents peuvent ainsi contrôler les réserves qui servent à entreposer les œuvres. *« J'ai des collègues qui aiment bien l'art et qui prennent le temps de regarder les œuvres quand ils font leur tour d'inspection. »* Si ces rondes permettent de contempler les tableaux, leur objectif principal demeure évidemment d'assurer la sécurité du musée. *« Lors de la ronde d'ouverture, on va vérifier les dégagements des portes, que rien ne bloque les issues de secours. Il y a aussi une tournée durant laquelle on vérifie tous les locaux techniques du bâtiment. »*

La Nuit au musée

Nathan Godfroid a aussi gardé un bon souvenir de son passage par le muséum de Toulouse. *« C'était impressionnant, parce que les modèles exposés sont énormes et toutes les peaux sont fabriquées par les taxidermistes qui travaillent sur place, dans les salles interdites au public. En tant que gardien, on peut voir en direct ce qu'ils font. On se sent très privilégié de pouvoir assister à ça par rapport au public. »* Si la ronde



fait donc bien partie de la routine d'un gardien de musée, elle ne représente qu'une partie de son travail. *« En tant qu'agent de sécurité, on veille aussi au contrôle des sacs. »* En cas de départ d'incendie, Nathan Godfroid et ses équipes sont aussi chargés d'assurer l'évacuation du public.

Et si le responsable des Abattoirs se rappelle avoir vu le film *La Nuit au musée*, son visionnage ne semble pas avoir influencé son parcours. *« À l'époque où j'ai vu le film, je n'étais pas du tout dans l'optique d'aller travailler dans un musée. Au contraire, je pense que ça peut même faire fuir les musées, surtout le musée d'histoire naturelle. »* Si Nathan Godfroid reconnaît que l'art *« n'est pas une passion »*, il avoue tout de même y trouver un intérêt. *« J'adore bosser dans les musées parce que ce sont des sites très intéressants et j'apprécie toujours de découvrir de nouvelles expositions. »* Il s'épanouit également lors des périodes de fortes affluences, notamment lors des jours de visite gratuite organisés par les Abattoirs. *« Dimanche 5 janvier, on a accueilli près de 2 000 personnes. On avait envie de faire passer le plus de monde possible. Notre challenge, c'est qu'à 17 h 30, il n'y ait plus personne dans la file d'attente. »* ●

L'ÉQUIPE



Romain
SANCHEZ



Emilien
LAQUIEZE-
MALMARTEL



Hugo
LABORDE



Rémi
MATHIAS



Hugo
RAYNAUD



Paul
LALEVÉE



Sarah
BOANA



Emma
LE FORTIER



Lino
PRESTIMONACO



Charlotte
SIRIEYS

© Frédéric Lancelot

Directeur de publication : Pierre Ginabat

Directrice de la rédaction : Virginie Peytavi

Rédacteurs en chef : Paul Lalevée & Romain Sanchez

Chef d'édition : Emilien Laquieze-Malmartel

Rédacteurs : Sarah Boana, Hugo Laborde, Paul Lalevée, Emilien Laquieze-Malmartel, Emma Le Fortier, Rémi Mathias, Lino Prestimonaco, Hugo Raynaud, Romain Sanchez & Charlotte Sirieys

Remerciements : Frédéric Lancelot, Eliott Lerat, Sandrine Lucas, Margaux Malé & Clément Vogt

Imprimeur : Maugein Imprimeurs



ISSN en cours
École de journalisme de Toulouse
31, rue de la Fonderie 31000 TOULOUSE
Tél. : +33 (0)5 62 26 54 19
www.ejt.fr / infos@ejtprod.fr



école
de **journalisme**
de Toulouse